

Pascal Dénos

GUIDE PRATIQUE DE LA SARL ET DE L'EURL

Les actes types nécessaires pour assurer le suivi juridique de la SARL

Il vous suffit de remplir les parties laissées en blanc en fonction des caractéristiques propres de votre SARL et d'éditer sur votre imprimante le texte définitif ainsi conçu. La numérotation des parties du livre est conservée ici.

Le texte est présenté en caractère normal. En italique, sont présentés des commentaires ou des informations pour vous permettre de remplir les espaces en pointillés.

Cliquez sur les liens hypertexte (en bleu) pour accéder aux documents en format PDF.

7.2. Les actes types nécessaires pour assurer le suivi juridique de la SARL

7.2.1. Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des associés

- 100 Convocation à l'assemblée générale des associés
- 101 Pouvoir à l'assemblée
- 102 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 103 Rapport du gérant
- 104 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale
- 105 Feuille de présence à l'assemblée
- 106 Procès-verbal de l'assemblée générale
- 107 Avis à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 108 Envoi à l'enregistrement
- 109 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.2.2. Consultation écrite des associés

- 120 Lettre de la gérance
- 121 Bulletin de vote
- 122 Procès-verbal après la consultation écrite
- 123 Lettre aux associés sur le résultat de la consultation écrite

7.2.3. Décision unanime des associés

130 Décision unanime des associés

7.3. Le choix de la SARL comme structure juridique

7.3.1. Constitution de la SARL

- 200 Modèle de lettre à l'INPI pour une recherche d'antériorité
- 201 Modèle de lettre au bailleur ou au syndic de copropriété
- 202 Promesse de société
- 203 Désignation d'un commissaire aux apports
- 204 Déclaration sur l'honneur de non-condamnation
- 205 États des actes accomplis avant la signature des statuts pour le compte d'une société en formation
- 206 Lettre d'avertissement au conjoint de l'utilisateur de biens communs
- 207 Modèle d'attestation du conjoint marié sous un régime de communauté de biens
- 208 Procès-verbal de nomination du premier gérant s'il n'est pas désigné dans les statuts
- 209 Avis de constitution à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 210 Envoi à l'enregistrement
- 211 Envoi au centre de formalités des entreprises
- 212 Modèle de pouvoir pour effectuer les formalités

7.3.2. Les statuts types

- 220 Statuts de la SARL
- 221 Statuts de l'EURL
- 222 Statuts de la SELARL
- 223 Statuts de l'EARL

7.3.3. Modifier les statuts de la SARL

- 230 Convocation à l'assemblée générale des associés
- 231 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 232 Pouvoir à l'assemblée
- 233 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 234 Texte des résolutions proposées à l'assemblée
- 235 Feuille de présence à l'assemblée
- 236 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
- 237 Avis de modification des statuts à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 238 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.3.4. Cession de parts sociales

- 250 Promesse de cession de parts sociales (Avec ou sans agrément)
- 251 Lettre d'avertissement au conjoint du cessionnaire
- 252 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés
- 253 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 254 Pouvoir à l'assemblée
- 255 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 256 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale
- 257 Feuille de présence à l'assemblée générale extraordinaire
- 258 Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
- 259 Notification de l'agrément au cédant
- 260 Acte de cession de parts sociales
- 261 Attestation du gérant
- 262 Envoi au centre de formalités des entreprises
- 263 Envoi à l'enregistrement

7.3.5. Transformer la SARL en Société anonyme

- 280 Requête pour la nomination d'un commissaire à la transformation
- 281 Convocation à l'assemblée générale des associés
- 282 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 283 Pouvoir à l'assemblée
- 284 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 285 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire
- 286 Feuille de présence
- 287 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
- 288 Procès-verbal du conseil d'administration qui nomme les dirigeants
- 289 Avis de transformation en Société anonyme à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 290 Déclaration de non-condamnation
- 291 Envoi à l'enregistrement
- 292 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.4. Le statut du gérant de SARL

7.4.1. Nomination du premier gérant

- 300 Décision collective de nomination du ou des premiers gérants pour une SARL
- 301 Décision collective de nomination du premier gérant pour une EURL

7.4.2. Changement de gérant

- 310 Déclaration sur l'honneur de non-condamnation
- 311 Convocation à l'assemblée générale des associés
- 312 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 313 Pouvoir à l'assemblée
- 314 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 315 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire
- 316 Feuille de présence à l'assemblée
- 317 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
- 318 Avis de changement de gérant à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 319 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.4.3. Fixation de la rémunération du gérant

- 321 Procès-verbal d'assemblée générale

7.5. Le financement de la SARL

7.5.1. Augmentation de capital

- 400 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés
- 401 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 402 Pouvoir à l'assemblée
- 403 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 404 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire
- 405 Feuille de présence à l'assemblée
- 406 Arrêté des comptes
- 407 Procès-verbal d'assemblée générale pour une augmentation de capital par incorporation de réserves
- 408 Procès-verbal d'assemblée générale pour une augmentation de capital par souscription en numéraire
- 409 Avis d'augmentation par incorporation de réserves à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 410 Avis d'augmentation par souscription en numéraire à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 411 Envoi à l'enregistrement
- 412 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.5.2. Réduction de capital

- 430 Convocation à l'assemblée générale des associés
- 431 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Les actes types

- 432 Pouvoir à l'assemblée
- 433 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 434 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire
- 435 Feuille de présence à l'assemblée
- 436 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
- 437 Arrêté des comptes
- 438 Avis de réduction du capital social à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 439 Envoi à l'enregistrement
- 440 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.5.3. Perte de la moitié du capital social – Décision de ne pas dissoudre la société

- 461 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés
- 462 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 463 Pouvoir à l'assemblée
- 464 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire
- 465 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire
- 466 Feuille de présence à l'assemblée
- 467 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
- 468 Avis à faire paraître dans un journal d'annonces légales
- 469 Envoi au centre de formalités des entreprises

7.6. La gestion et le contrôle de la SARL

7.6.1. Approbation des comptes annuels

- 500 Requête pour prorogation du délai d'assemblée
- 501 Convocation à l'assemblée générale des associés d'approbation des comptes
- 502 Pouvoir à l'assemblée
- 503 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes
- 504 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice
- 505 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels
- 506 Feuille de présence à l'assemblée
- 507 Procès-verbal de l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels
- 508 Envoi au greffe des comptes annuels

7.6.2. Le contrôle des conventions réglementées

530 Rapport spécial du gérant sur les conventions réglementées

531 Procès-verbal d'assemblée générale

7.6.3. Les pouvoirs du gérant

540 Procès-verbal d'assemblée générale – Autorisation de la gérance

7.2. Les actes types nécessaires pour exercer le suivi juridique de la SARL

7.2.1. Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des associés *[S'il s'agit d'une assemblée extraordinaire, les textes sont présentés entre crochets]*

100 Convocation à l'assemblée générale des associés

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Lettre recommandée

Le .././..

M. ... (nom de l'associé)

J'ai l'honneur de vous convoquer à l'Assemblée générale ordinaire [extraordinaire] des associés qui sera réunie le ... à ... heures au siège social à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Précisez l'ordre du jour spécifique à l'assemblée

- Pouvoirs à donner.

Conformément à l'article 36 modifié du décret du 23 mars 1967, vous trouverez les documents suivants :

- Le rapport du gérant.
- Le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée.

Précisez les autres documents, éventuellement.

Vous avez la faculté de vous faire représenter à cette assemblée par votre conjoint ou par un associé qui devra être muni d'un pouvoir régulier. À cette fin, nous tenons à votre disposition une formule de pouvoir.

Nous vous prions d'agréer ...

Le gérant ...

101 Pouvoir à l'assemblée

Je soussigné ... (nom, prénoms, domicile) propriétaire de ... parts sociales de la société à responsabilité limitée au capital de ... €, dont le siège social est à ...

Donne pouvoir, par les présentes à :

M. ..., demeurant à ...

aux fins de me représenter à l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] qui aura lieu à le .././.. à ... heure, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Reproduire l'ordre du jour de l'assemblée

En conséquence, prendre part à toutes discussions et délibérations, prendre connaissance de tous documents, émettre tous votes et, généralement, faire le nécessaire.

Fait à ... le

Signature précédée de la mention « Bon pour pouvoir »

102 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

M. ... (*Nom et adresse du commissaire aux comptes*)

Lettre recommandée avec avis de réception

Le ././..

Nous avons l'honneur de vous informer que l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] de notre société se tiendra le ././.., à ... heures, à ... (*lieu*), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Reproduire l'ordre du jour de l'assemblée

Nous vous prions d'agréer, ...

Le gérant ...

103 Rapport du gérant

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire [extraordinaire] conformément aux dispositions de la loi et des statuts de votre Société à l'effet de ...

Précisez les points sur lesquels l'assemblée va se prononcer

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément.

Le gérant ...

104 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire]

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Précisez le N° de la résolution et le texte correspondant

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Les actes types

105 Feuille de présence à l'assemblée

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Feuille de présence à l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] du .. / .. / ..

Associés	Parts	Voix	Mandataire	Signature
Nom et adresse				

Le gérant certifie exacte la présente feuille de présence, faisant apparaître que ... associés sont présents ou représentés, totalisant ... parts sociales ayants droit de vote, et auxquelles sont attachées ... voix.

Le gérant

106 Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] des associés

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

L'an ... (*en lettres*), et le ... (*Jour et mois en lettres*), à ... (*heure en lettres*), les associés se sont réunis à ..., en assemblée générale ordinaire [extraordinaire] sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés : ...
(*nom des associés avec leurs parts sociales*)

qui détiennent ensemble ... parts sociales sur un total de ...

représentant [la majorité des trois quarts (ou « la totalité », ou « à la fois, la majorité en nombre d'associés et la majorité des trois quarts »)] plus de la moitié des parts sociales, et qu'en conséquence l'assemblée est habilitée à prendre toutes les décisions ordinaires [extraordinaires], conformément aux dispositions de l'article ... des statuts.

M. ... (*Nom du commissaire aux comptes*), commissaire aux comptes, régulièrement convoqué, assiste à la réunion (ou est absent et excusé).

M. ... (*Nom du président de l'assemblée*) préside la séance en qualité.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les récépissés des lettres recommandées de convocation ;
- les pouvoirs des associés représentés par les mandataires ;
- le rapport du gérant,
- le texte des résolutions proposées au vote de l'assemblée.
- le texte des questions posées par écrit par les associés en application de la législation (le cas échéant).

Précisez les autres documents, éventuellement, en fonction de la nature de l'assemblée

Il déclare que ces mêmes pièces ont été communiquées aux associés non-gérants plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au gérant, ce dont l'assemblée lui donne acte.

Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

Précisez l'ordre du jour spécifique à l'assemblée

– Pouvoirs à donner.

Puis, lecture est donnée du rapport du gérant et du rapport du commissaire aux comptes (le cas échéant). Le président ouvre la discussion (s'il y a lieu le gérant commence par donner réponse aux questions écrites des associés, ci-dessus visées). Diverses observations sont présentées (faire un résumé des débats).

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Première résolution

(Texte de la résolution)

Cette résolution est adoptée à ... (précisez « à l'unanimité » ou « à la majorité » selon le cas).

Deuxième résolution

(Texte de la résolution)

Cette résolution est adoptée à ... (précisez « à l'unanimité » ou « à la majorité » selon le cas).

... résolution (et ainsi de suite pour les autres résolutions).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à ... heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant (ajouter, par sécurité, « et par plusieurs des associés présents à l'assemblée »).

Le gérant

(Les associés)

107 Avis à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Par délibération de l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] du .././.., il a été décidé ... (indiquez les décisions de l'assemblée générale).

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

108 Envoi à l'enregistrement

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Les actes types

Monsieur le Receveur Principal de l'Enregistrement de la Recette Principale des Impôts de ... (*adresse*)

Monsieur le Receveur Principal,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins d'enregistrement, le procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire [extraordinaire] de la société ...,

(indiquez les décisions de l'assemblée générale),

et accompagnés d'un chèque de ... €, correspondant au montant des droits, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour le retour des exemplaires nous revenant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Receveur Principal, l'expression de nos sentiments distingués.

Le gérant

109 Envoi au centre de formalités des entreprises

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Centre de formalités des entreprises de ...
(*adresse*)

Messieurs,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins de dépôt au greffe et d'inscription modificative au registre du commerce et des sociétés, un dossier concernant la société ...

Vous trouverez également un chèque de ... €, correspondant au montant des frais.

Nous vous prions ...

Le gérant

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire [extraordinaire] du ... ;
- un imprimé M2 en cas d'inscription modificative au RCS ;
- un exemplaire du journal ayant publié la modification en cas de publication dans un journal d'annonces légales ;
- [deux exemplaires certifiés conformes des statuts mis à jour] ;
- autres documents en fonction de l'objet de l'assemblée.

7.2.2. Consultation écrite des associés

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

120 Lettre de la gérance

M. ... (nom de l'associé).

Conformément à l'article ... des statuts, j'ai l'honneur de vous adresser sous ce même pli :

- Un bulletin de vote en deux exemplaires, contenant le texte des résolutions proposées.
- Une copie de mon rapport sur les résolutions ainsi soumises à votre approbation.

(Joindre également tous les documents nécessaires à l'information des associés).

Je vous rappelle que, conformément aux dispositions de l'article ... des statuts, les résolutions proposées, ayant le caractère de décision ordinaire, ne seront valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales et que si une deuxième consultation s'avère nécessaire, lesdites résolutions seront valablement adoptées à la majorité des votes émis quel que soit le nombre des votants.

Si la **décision a un caractère extraordinaire**, remplacez par : « Je vous rappelle que, conformément aux dispositions de l'article des statuts, les résolutions proposées ayant le caractère de décision extraordinaire ne seront valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ».

Par application de l'article ... des statuts, vous devrez me faire parvenir, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'un des bulletins de vote contenant votre réponse, dans les quinze jours de la réception de la présente lettre. À défaut, vous seriez considéré comme ayant voulu vous abstenir dans le vote sur les résolutions proposées.

Veuillez agréer ...

Le gérant

121 Bulletin de vote

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Texte des résolutions soumises à l'approbation des associés par lettre de la gérance en date du ../../.. (mettre les résolutions : première résolution, deuxième résolution...).

Vote

Le soussigné ... (nom, prénoms, profession, domicile) propriétaire de ... parts de la société, déclare voter ainsi qu'il suit par oui ou par non sur les résolutions proposées :

Première résolution :

Deuxième résolution :

Fait à ..., le ../../..

Signature de l'associé

Les actes types

122 Procès-verbal après la consultation écrite

L'an deux mille ... et le ...

M. ... (*nom et prénoms*), gérant de la société ..., société à responsabilité limitée ayant son siège à ... et dont le capital de ... € est divisé en ... parts sociales de ... € appartenant à (*mettre le nom des associés*), associés,

a, par le présent procès-verbal, déclaré et constaté :

Que les résolutions suivantes ont été soumises à l'approbation des associés au moyen d'une consultation écrite, conformément à l'article ... des statuts, par lettres recommandées adressées auxdits associés le .././..

(*mettre les résolutions : première résolution, deuxième résolution...*)

Que par la même lettre recommandée, il a été adressé à chacun des associés les pièces suivantes :

(*indiquer les pièces mentionnées dans la lettre de la gérance*)

Qu'il a été rappelé aux associés d'avoir à retourner leur bulletin de vote dans un délai de quinze jours à compter de sa réception.

Qu'ont participé au vote : ... (*nom, prénoms et nombre de parts des associés*)

Qu'il résulte du dépouillement des bulletins retournés dans ce délai que le résultat du vote est le suivant :

Première résolution

OUI : Messieurs ..., représentant ... parts

NON : Messieurs ..., représentant ... parts

ABSTENTIONS : Messieurs ..., représentant ... parts

Les associés ayant voté oui représentant plus de la moitié des parts sociales, cette résolution est régulièrement adoptée.

S'il s'agit d'une décision extraordinaire : Les associés ayant voté oui représentant la majorité des trois quarts des parts sociales (*ou selon le cas, « la majorité en nombre des associés » ou « la totalité des parts »*), cette résolution est régulièrement adoptée.

Deuxième résolution

(*mêmes indications pour les autres résolutions*)

Les récépissés des lettres recommandées susvisées, ainsi que les bulletins, constatant les votes émis, ont été annexés au présent procès-verbal dressé par le gérant soussigné.

Le gérant

123 Lettre aux associés sur le résultat de la consultation écrite

Nous avons l'honneur de vous informer que la consultation écrite, à laquelle il a été procédé le .././.. conformément à l'article ... des statuts, a donné les résultats suivants, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé par nous le .././..

(*Reprendre pour chaque résolution le résultat du vote comme indiqué à la formule précédente.*)

Veuillez agréer, M. ... et Cher associé, ...

Le gérant

7.2.3. Décision unanime des associés

130 Décision unanime des associés

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Le ... à ...

Conformément à l'article ... des statuts qui stipule que les décisions collectives des associés peuvent s'exprimer dans un acte unique, le gérant invite les associés à voter la délibération unique ci-après. Préalablement, il expose que ... (*Indiquer les raisons pour lesquelles une délibération unique est prise, et les effets qui résulteront de cette libération*).

RÉSOLUTION UNIQUE

(texte de la délibération à mettre au vote)

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Les associés confèrent tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités.

Fait à ..., le ...

(Signature du gérant et de tous les associés)

7.3. Le choix de la SARL comme structure juridique

7.3.1. Constitution de la SARL

200 Modèle de lettre à l'INPI pour une recherche d'antériorité

Institut national de la propriété industrielle
32, rue des Trois-Fontanot
92000 NANTERRE

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous communiquer la dénomination sociale ... que nous souhaitons adopter pour notre future SARL. Je vous prie de bien vouloir effectuer les recherches nécessaires pour m'informer si cette dénomination a déjà été utilisée par des sociétés immatriculées au registre du commerce et des sociétés, soit à titre de dénomination sociale, soit à titre de marque.

Veillez trouver ci-joint un chèque de ... € pour frais de recherches.

Je vous remercie par avance de me délivrer un certificat de recherches.

Je vous prie ...

Les actes types

201 *Modèle de lettre au bailleur ou au syndic de copropriété*

Recommandée AR

Monsieur,

En application de l'article L. 123-11-1 du Code de commerce, j'ai l'honneur de vous faire part de mon intention d'installer le siège de la SARL ... dont je suis le gérant, dans les locaux sis ... (*adresse*) dont je suis locataire (*ou propriétaire*).

Je vous prie ...

202 *Promesse de société*

Les soussignés.

M. X ...

M. Y ...

M. Z ...

ont décidé de constituer entre eux et avec d'autres personnes à rechercher, d'un commun accord, une société à responsabilité limitée ayant pour objet ..., dont le capital sera de ... et qui aura son siège à ... M. X ... en sera gérant statutaire.

Au cas où la société pourrait être définitivement constituée :

M. X promet d'apporter à la société un immeuble situé au ... évalué à ... € net de charges (*ou fonds de commerce, matériel...*). La valeur de cet apport sera soumise à l'appréciation d'un commissaire aux apports nommé à cet effet.

M. Y et M. Z s'engagent à apporter en espèces à la société la somme de ... € de la manière suivante :

- M. X souscrira ... parts sociales, soit ... € de capital ;
- M. Y souscrira ... parts sociales, soit ... € de capital ;

Les autres associés souscriront un nombre de parts d'un montant permettant d'atteindre le capital ci-dessus fixé.

La présente promesse de société devra se réaliser dans un délai de Passé ce délai, la promesse deviendra nulle et non avenue. Au cas où l'une des deux parties refuserait, sans motif légitime, d'accepter d'autres associés apportant le complément du capital, ou au cas où l'une d'elles ne voudrait pas signer l'acte définitif, elle devra verser à l'autre, dans le délai d'un mois à compter d'une sommation par lettre recommandée avec accusé de réception, à titre de clause pénale, la somme de ... €.

Fait à ... en double exemplaire.

Le ...

Lu et approuvé

203 *Désignation d'un commissaire aux apports*

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Les soussignés¹ ...

Ont convenus de constituer une société à responsabilité limitée moyennant l'apport en nature d'un fonds de commerce actuellement exploité par ... (*Nom de l'associé, adresse du fonds de commerce, nom de l'enseigne*).

En vue de la réalisation de l'apport en nature à la société, les soussignés, à l'unanimité, nomment ... (*Nom et adresse du commissaire aux apports*) à l'effet d'établir sous sa responsabilité un rapport sur la valeur desdits apports en nature, lequel sera annexé aux statuts de la société à constituer conformément à l'article L. 223-9 du nouveau Code de commerce.

Fait à ... le .././..

En deux exemplaires
(signature des associés)

204 Déclaration sur l'honneur de non-condamnation

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Déclaration en conformité de l'article 17 de l'arrêté du 9 février 1988

Je soussigné ... (*nom, adresse, date et lieu de naissance*)

déclare n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pénale, ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire soit de gérer une personne morale, soit d'exercer une activité commerciale.

Fait à ... le .././.. (*signature de l'associé*)

205 États des actes accomplis avant la signature des statuts pour le compte d'une société en formation

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Entre les soussignés² ...

Le présent état a été établi préalablement à la signature des statuts, et sera annexé auxdits statuts. La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la société dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait à ... le .././..

(Signature de l'associé)

1. Pour les associés personnes physiques : nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, situation matrimoniale.

Pour les associés personnes morales : nom, forme (SARL, SA, ...), capital, adresse du siège social, nom du représentant permanent en précisant qu'il a u reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes ».

2. Nom, adresse, et détail des actes et des engagements ; exemple : « Monsieur ..., donne à bail les locaux commerciaux dont il est propriétaire à ... qui comprennent ..., à Monsieur ... qui agit pour le compte d'une société en formation (*dénomination, siège*) et qui se trouve d'ores et déjà personnellement engagé par le présent contrat ».

Les actes types

206 Lettre d'avertissement au conjoint de l'utilisateur de biens communs

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Lettre recommandée avec AR

M. ... (Nom et adresse du conjoint)

En application des dispositions de l'article 1832-2 du code civil, nous vous informons que M. ... (Nom de l'associé apporteur), votre conjoint, se propose, à l'aide de biens communs, d'effectuer⁽¹⁾ un apport en numéraire de ... € à la société à responsabilité limitée ... (Dénomination sociale), société en formation dont les caractéristiques seraient les suivantes (capital de ... € ; siège social : ... ; objet social : ... ; durée : ... ; associés : nom, prénoms et adresse de chaque associé, et nombre de parts attribuées à chacun d'eux).

La signature des statuts⁽²⁾ est fixée le .././.. Nous vous serions gré de nous indiquer, avant la signature des statuts par lettre recommandée avec AR, si vous souhaitez devenir personnellement associé à concurrence de la moitié des parts sociales souscrites par votre conjoint au moyen de cet apport. Dans la négative, vous conserveriez la faculté d'exercer ultérieurement cette option, mais sous réserve de l'agrément des autres associés aux conditions de majorité prévues par les statuts en vigueur au jour de la demande.

Nous vous prions d'agréer ...

Lieu, date et nom du signataire du courrier

En cas d'utilisation de parts sociales au moyen de biens communs : les mentions deviennent : (1) « d'acquérir des parts sociales de ... € chacune de la SARL ... (Dénomination sociale), dont les caractéristiques sont les suivantes : ... ; (2) ou « la signature de l'acte de cession est fixée le ... »).

207 Modèle d'attestation du conjoint marié sous un régime de communauté de biens

Je, soussigné(e), ... déclare par la présente :

- avoir été averti(e) de la constitution de la société ... ,
- avoir été averti(e) de l'apport réalisé par mon époux (épouse) avec des deniers communs,
- avoir consenti à la réalisation de cet apport.

Je déclare, en outre, renoncer à devenir personnellement associé(e) de la société.

Fait à ..., le .././..

208 Procès-verbal de nomination du premier gérant s'il n'est pas désigné dans les statuts

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour : Nomination du gérant

Première résolution

Les associés nomment en qualité de gérant de la société M. ... (*Nom du gérant, domicile*) pour une durée de ... ans. Le gérant n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. M ... exercera ses fonctions dans les conditions prévues par l'article ... des statuts.

Deuxième résolution

En rémunération de ses fonctions, le gérant a droit à une rémunération qui sera fixée au cours d'une prochaine délibération des associés. Il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

209 Avis de constitution à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Il a été créé une société à responsabilité limitée par un acte sous seing privé en date du .././.. , dont les caractéristiques sont les suivantes : ...(*dénomination ; adresse du siège social ; objet social ; durée en nombre d'années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés ; nom et adresse du gérant ; immatriculation au registre du commerce et des sociétés de ...*).

Pour avis, le gérant

210 Envoi à l'enregistrement

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Monsieur le Receveur Principal de l'Enregistrement de la Recette Principale des Impôts de ... (*adresse*)

Monsieur le Receveur Principal,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins d'enregistrement, ... exemplaires de l'acte constitutif de la société ... (*Dénomination sociale*), accompagnés d'un chèque de ... €, correspondant au montant des droits, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour le retour des exemplaires nous revenant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Receveur Principal, l'expression de nos sentiments distingués.

Le gérant

211 Envoi au centre de formalités des entreprises

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Les actes types

Centre de formalités des entreprises de ...
(adresse)

Messieurs,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint un dossier concernant la société ...
(*Dénomination sociale*), aux fins de dépôt au greffe et d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Vous trouverez également un chèque de ... €, correspondant au montant des frais.

Nous vous prions ...

Le gérant

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux exemplaires originaux de l'acte constitutif ; deux exemplaires de l'état des actes accomplis avant la signature des statuts ; deux exemplaires de la décision ayant nommé le premier gérant ; pour le gérant : un extrait d'acte de naissance (ou une fiche d'état civil), une copie d'un document officiel d'identité, une déclaration de non-condamnation ; une copie du titre d'occupation des locaux ; une copie de la demande d'insertion de l'avis de constitution à un journal d'annonces légales ; un imprimé MO.

212 Modèle de pouvoir pour effectuer les formalités

Je soussigné(e) ...

représentant légal de l'entreprise en création ...

demeurant à ...

donne pouvoir à ...

demeurant à ...

à l'effet :

– d'effectuer toutes les démarches nécessaires à l'immatriculation de cette entreprise, notamment la formalité auprès :

- du Registre du Commerce et des Sociétés
- du Répertoire des Métiers
- de l'URSSAF (CFE)
- du Registre Spécial des Agents Commerciaux
- du Registre de la Batellerie Artisanale
- de signer tout document ou pièce nécessaire à cet effet,
- et, d'une façon générale, de faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des présentes.

Fait à ... le .././..

7.3.2. Les statuts types

220 Statuts types de la SARL

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Les soussignés ...

Pour les associés personnes physiques : nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, situation matrimoniale.

Pour les associés personnes morales : nom, forme (SARL, SA...), capital, adresse du siège social, nom du représentant permanent en précisant qu'il a « reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes ».

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre eux.

Article 1 – FORME

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par les articles L. 223-1 du Code de commerce ainsi que par les présents statuts.

La société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet : ...

Dans le cas de l'exploitation d'un fonds de commerce, précisez que la société a pour objet :

- « l'acquisition et l'exploitation d'un fonds de commerce à l'enseigne ... exploité à ... » si la SARL est constituée en vue de l'acquisition ultérieure d'un fonds ;
- OU « l'exploitation du fonds de commerce apporté par M. ... » Si le fonds est apporté à la société par un associé ;
- ET « la création, l'acquisition, et l'exploitation de tous autres fonds ou établissements de même nature » (l'objet doit être aussi large que possible) ;

et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

Article 3 – DÉNOMINATION

La dénomination de la société est : ...

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « société à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « SARL » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à ...

Les actes types

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du gérant, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 – DURÉE

La durée de la société est fixée à ... années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 – APPORTS

Apports en espèces

M. X ...	apporte à la société une somme de	... €
M. Y ...	apporte à la société une somme de	... €
	Soit, au total, une somme de	... €

Cette somme de ... euros correspondant à la valeur nominale de ... parts sociales, qui ont été souscrites et entièrement libérées – ou libérées du cinquième de la valeur nominale. Le solde sera libéré sur appel de fonds du gérant – ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée le ... par la banque ... où les fonds ont été régulièrement déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation ; cette attestation est annexée aux présents statuts.

Si l'apport est effectué avec des fonds provenant de la communauté, il faudra ajouter :

M. ... (*nom, prénoms, profession, domicile*), intervient aux présentes pour satisfaire, en tant que de besoin, aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil.

M. ... déclare avoir été dûment informé de l'apport effectué par M. ... (*son conjoint*) et renoncer à devenir personnellement associé de la société.

Apports en nature

M. X ... apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et estimés ci-après :

Le fonds de commerce de ... qu'il possède et exploite à ... immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de ... sous le n° ... et à l'INSEE sous le n° ... ; ledit fonds comprenant :

1. Le nom commercial, la clientèle, l'achalandage, le droit au bail des locaux où ledit fonds est exploité. L'ensemble de ces éléments incorporels est évalué à ... €
 2. Le matériel, le mobilier, les installations et outillage de toute nature servant à l'exploitation du fonds suivant inventaire ci-annexé, le tout évalué à la somme de ... €
 3. Les marchandises suivant inventaire ci-annexé d'une valeur de ... €
 4. Les créances commerciales représentant une valeur totale de ... €
 5. Les espèces en caisse et en dépôt à vue pour un montant total de ... €
- Total de l'apport ... €

M. X ..., apporteur, déclare :

- qu'il est propriétaire du fonds de commerce apporté, tant en ce qui concerne les éléments corporels que les éléments incorporels pour l'avoir acquis de ... (*nom et adresse du précédent propriétaire*), suivant acte sous seing privé en date du ././., enregistré à la recette de ..., le ././., bordereau n° ..., case ..., moyennant le prix de ... € ;
- que le fonds n'est grevé d'aucun privilège ou nantissement ;
- que le chiffre d'affaires réalisé au cours de chacune des trois dernières années d'exploitation s'est élevé à ... € ;
- que les bénéfices commerciaux réalisés pendant la même période ont été de ... € ;

L'évaluation du fonds est faite au vu d'un rapport annexé aux présents statuts et établi par M. ... en qualité de commissaire aux apports désigné d'un commun accord entre tous les soussignés.

Si en cas d'apports en nature d'importance modique, les associés ont décidé de ne pas désigner de commissaire aux apports, il faut préciser que « les associés ont décidé à l'unanimité, conformément à la loi, de ne pas désigner de commissaire aux apports ».

Cet apport est fait aux conditions suivantes :

- La société prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvaient au ... sans pouvoir demander aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit : usure ou mauvais état ; vétusté, ...
- Elle supportera à compter de ce jour, toutes les charges relatives à l'exploitation du fonds apporté (les impôts et taxes, primes d'assurance, salaires, ...).
- Elle exécutera à compter de ce jour, tous traités, marchés et conventions conclus avec les tiers et le personnel relatifs à l'exploitation du fonds apporté, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'apporteur.
- Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport et notamment le coût de la signification au propriétaire.
- M. X ... (nom de l'associé), apporteur, s'interdit de s'intéresser directement ou indirectement par voie de création ou par toute autre manière à tout fonds de commerce de même nature que le fonds présentement apporté, dans un rayon ... kilomètres à vol d'oiseau du siège social actuel, et pendant une durée de ... ans à compter de la constitution définitive de la société.
- Toutes les opérations actives et passives faites depuis le .././.. (date retenue pour l'évaluation des apports en nature) par M. X ... exclusivement dans le cadre de l'exploitation normale du fonds de commerce apporté par lui, seront réputées avoir été faites au profit ou à la charge de la société qui se trouvera, à cet égard, substituée à l'apporteur.

Récapitulation des apports

L'ensemble des apports s'élève ainsi à la somme de ... € représentant :

1.	Apports en espèces de M. X	... €
2.	Apports en nature de M. X	... €
3.	Apports en espèces de M. Y	... €
	Total égal à	... €
	Total égal au montant du capital social	(en toutes lettres)

Apports en industrie

M. ... fait apport à la société de son industrie consistant en les prestations suivantes : ... (description complète).

Cet apport est effectué pour une durée de ... années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En contrepartie et rémunération de cet apport, il est attribué à M. ..., ... parts sociales, dites d'industrie, sans valeur nominale et qui ne concourent pas à la formation du capital social.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à ... € et divisé en ... parts de ... € chacune, numérotées de 1 à ..., attribuées aux associés en proportion de leurs apports :

Les actes types

M. X ... parts numérotées de ... à ... inclus ;

M. Y ... parts numérotées de ... à ... inclus.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ... parts.

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales sont intégralement libérées – ou libérées du cinquième de leur valeur nominale – et sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

« Si le capital est variable, ajouter la clause de variabilité suivante :

Le capital est variable dans les limites du capital autorisé qui sont de :

- ... € pour le capital maximum autorisé ;
- le dixième du capital social souscrit stipulé au présent article des statuts pour le capital minimum autorisé.

Article 8 – AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, la décision peut être prise par les associés représentant la moitié des parts sociales.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, le dépôt et le retrait des fonds auront lieu conformément à l'article L. 223-32 du nouveau code de commerce.

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports désigné par décision de justice à la demande du gérant. Le consentement unanime des associés exprimé dans le contrat ou le traité d'apport rendra cet apport définitif.

En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital. Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé.

Les dispositions prévues à l'article 11 en matière d'agrément s'appliquent à toute personne entrant dans la société ; en conséquence, lors d'une augmentation du capital, le bénéficiaire de l'augmentation de capital sera assimilé à un cessionnaire.

Article 9 – RÉDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être réduit, quels que soient le motif et le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égalité des associés ; cette réduction sera autorisée par l'assemblée extraordinaire des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les créanciers antérieurs pourront former opposition dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 10 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social proportionnellement au nombre de parts existantes. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les apports en industrie donnent lieu à attribution de parts ouvrant droit au partage des bénéfices et de l'actif net, à charge de contribuer aux pertes.

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent.

La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés.

Les associés peuvent exercer le droit de communication permanent ou temporaire qui leur est accordé par les textes en vigueur.

Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui se poursuivra avec l'associé unique.

Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris entre eux ou en dehors d'eux. À défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir pour faire désigner, par justice, un mandataire chargé de représenter tous les indivisaires.

En cas de démembrement de la propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Article 11 – CESSION, TRANSMISSION ET LOCATION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié, la signification pouvant être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Les statuts peuvent stipuler que le conjoint ou un héritier ne devienne associé qu'après avoir été agréé en respectant les conditions d'agrément prévues pour les tiers ; ou qu'une cession entre associés est aussi soumise à agrément mais la majorité requise et les délais impartis peuvent être statutairement réduits.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Les actes types

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du code civil.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue. Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

Si la société a donné son consentement à un **projet de nantissement** de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

En cas de **décès d'un associé**, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de **liquidation de la communauté** légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

À compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

« **Location des parts sociales.** Les parts sociales de la SARL peuvent être données à bail, au sens des dispositions de l'article 1709 du Code civil. »

Article 12 – DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé. Cependant, si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 13 – GÉRANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, et nommés par décision collective ordinaire des associés. Les gérants sont toujours rééligibles. Les gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel, fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

La société est engagée même dans les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Toutefois, dans ses rapports avec les associés, le ou les gérants ne pourront, sans autorisation préalable de ceux-ci, donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banques, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou le fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

En cas de nomination du premier gérant dans les statuts, la clause suivante peut être insérée :

La gérance de la société est assurée par M. ... demeurant ... La durée de ses fonctions est de ... ans. M. ... déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Article 14 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

Les conventions entre la société et l'un des associés ou gérants sont soumises aux formalités de contrôle et de présentation à l'assemblée des associés prescrites par la loi.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Les actes types

Les dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

À peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales ainsi qu'aux représentants légaux des personnes morales associées, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées ; elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées ci-dessus, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Article 16 – DÉCISIONS COLLECTIVES

En principe, les décisions des associés sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance ou résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Le choix du mode de prise de décision appartient à la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social.

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Assemblée générale

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un. La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales. Tout associé peut demander au président du tribunal de commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu de la même ville. La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

À défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un oui ou par un non, inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Décision dans un acte

L'acte exprimant le consentement de tous les associés intervenant en personne devra indiquer qu'il vaut, conformément à l'article L. 223-27 du nouveau Code de commerce, décision des associés. Il relatera si nécessaire la procédure suivie et les motivations en cause. Il devra impérativement contenir :

- l'identification de tous les associés (noms, prénoms, domiciles) et le nombre de parts détenues par chacun d'eux ;
- les conditions d'information préalables des associés (lettres, projets d'acte ...) ;
- la nature précise de la décision adoptée ;
- le visa du rapport du gérant ;
- la signature de chacun des associés.

À cet acte seront annexés les documents et informations nécessaires, selon la nature de la décision, pour permettre aux associés de se prononcer en connaissance de cause et notamment le rapport du gérant.

L'absence de consentement et donc de signature d'un seul associé entraînera de plein droit invalidation de la décision quelle que soit par ailleurs la majorité exigée pour la prise de cette même décision en assemblée.

L'original de cet acte s'il est sous seing privé ou une expédition s'il est notarié reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux à la suite de la mention de la décision.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la forme, la nature, l'objet de l'acte, les noms, prénoms et signature de tous les associés intervenus à l'acte.

Article 17 – DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi (révocation du gérant statutaire, augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou réserves).

Les actes types

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Article 18 – DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'obliger un associé à augmenter son engagement social ;
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Pour les deux derniers points, les statuts peuvent également prévoir le quorum et la majorité exigés par la loi et qui sont plus souples pour les « grosses » SARL (le nombre d'associés peut atteindre 100) :

Les associés présents ou représentés doivent posséder au minimum un quart des parts sociales sur première convocation ; et un cinquième des parts sociales sur deuxième convocation. Les modifications sont alors décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Article 19 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Lors de toute consultation des associés, soit par écrit, soit en assemblée générale, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et des informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

À toute époque, tout associé a le droit d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Tout associé peut deux fois par exercice poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes.

Article 20 – EXERCICE SOCIAL. INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le .././..

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe). La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

À compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 21 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'assemblée ordinaire approuve les comptes, le cas échéant, après rapport du commissaire aux comptes dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. L'assemblée se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

L'assemblée décide de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs et détermine notamment la part à distribuer sous forme de dividendes.

L'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en cas, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes reportées par décision de l'assemblée générale sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

Article 22 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale, ou, à défaut, par les gérants. Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Article 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés, afin de décider s'il y a lieu à la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à

Les actes types

celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Dans les deux cas, la résolution adoptée est publiée selon les modalités fixées par décret.

À défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 24 – DISSOLUTION. LIQUIDATION

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société est mise en liquidation. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

Article 25 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme ou en société civile sans que cette opération n'entraîne la création d'une personne morale nouvelle. Cette transformation sera décidée aux conditions requises selon le type de société retenu et dans les termes de l'article L. 223-43 du nouveau Code de commerce.

Article 26 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 27 – ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts. Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements.

En conséquence, la société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les associés soussignés donnent mandat exprès à M ... de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées dans un état annexé aux présentes, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.

Article 28 – PERSONNALITÉ MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du gérant.

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du commerce et des sociétés. À compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

Fait en autant d'originaux que requis par la loi.

À ... le .././..

Signature de chaque associé précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Les gérants nommés dans l'acte de société feront précéder leur signature d'un « Bon pour acceptation des fonctions de gérant »

221 Statuts de l'EURL

Deux modèles sont proposées :

- Un modèle simplifié proposé par le Décret n° 2006-301 du 9 mars 2006.
- Un modèle développé autorisent un fonctionnement de la société sous forme unipersonnelle ou sous forme pluripersonnelle.

LE MODÈLE SIMPLIFIÉ

Le Décret n° 2006-301 du 9 mars 2006 propose un modèle de statuts types de la société à responsabilité limitée dont l'associé unique assume personnellement la gérance.

Le recours à ce modèle revêt un caractère facultatif. Ce modèle peut être complété en tant que de besoin. Le Centre de formalités des entreprises propose ce modèle de statuts types au fondateur de la société.

Société : (dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée

Au capital de :

Siège social :

Le soussigné :

M. (nom de naissance et, le cas échéant, nom d'usage, prénom, domicile, date et lieu de naissance) a établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée dont le gérant est l'associé unique.

Les actes types

Statuts

Article 1^{er} – FORME

La société est à responsabilité limitée.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet : *(Indiquer ici toutes les activités qui seront exercées par la société.)* Plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Article 3 – DÉNOMINATION

Sa dénomination sociale est : *(Nom de la société).*

Son sigle est : *(facultatif).*

Dans tous les actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : *(Indiquer ici l'adresse du siège social.)*

Il peut être transféré par décision de l'associé unique.

Article 5 – DURÉE

La société a une durée de *(Indiquer ici la durée, sans qu'elle puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.)* années, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 – APPORTS

Apports en nature (s'il y a lieu) :

(Les apports en nature sont les biens qui sont donnés à la société, hors espèces.)

M. apporte à la société, dans les conditions fixées ci-après : *(Décrire précisément le ou les apports : origine, titre de propriété...)*

Apports en numéraire :

(Indiquer ici le montant des espèces en euros.)

M. apporte et verse à la société une somme totale de

La somme totale versée, soit, ... a été déposée le ... au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à ... *(Indiquer ici les coordonnées de l'établissement financier.)*

Apports de biens communs :

(Il s'agit des biens appartenant à la communauté des époux.)

Cette somme provient de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint : (nom, prénoms), qui a été préalablement averti de cet apport par lettre recommandée avec avis de réception reçue le comportant toutes précisions utiles quant aux finalités et modalités de l'opération d'apport.

Par lettre en date du, M...., conjoint de l'apporteur, a renoncé expressément à la faculté d'être personnellement associé, pour la moitié des parts souscrites. L'original de cette lettre est demeuré annexé aux présents statuts.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL ET PARTS SOCIALES

Le capital est fixé à la somme de : *(Indiquer le montant en euros)*.

Le capital est divisé en *(nombre)* parts égales d'un montant de ... chacune, intégralement libérées *(ou : libérées chacune à concurrence du (cinquième, quart, moitié...))*. La libération du surplus, à laquelle il s'oblige, interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du gérant.

(Indiquer ici le nombre de parts sociales pour le montant du capital et, de manière facultative, le montant de ces parts.)

Article 8 – GÉRANCE

La société est gérée par son associé unique, M....

Article 9 – DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

L'associé unique exerce les pouvoirs et prérogatives de l'assemblée générale dans la société pluripersonnelle. Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé. Il ne peut en aucun cas déléguer ses pouvoirs.

Article 10 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le et finit le *(Par exception, le premier exercice sera clos le)*.

Article 11 – COMPTES SOCIAUX

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont établis par l'associé unique gérant. Leur dépôt au registre du commerce et des sociétés dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice vaut approbation des comptes.

Article 12 – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

L'état des actes accomplis pour le compte de la société en formation a été annexé aux statuts. La signature de ceux-ci emportera reprise de ces engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Article 13 – FRAIS/FORMALITÉS DE PUBLICITÉ

Les frais afférents à la constitution des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Fait à ..., le ...

En ... exemplaires.

LE MODÈLE DÉVELOPPÉ

Les statuts types présentés sont ouverts dans la mesure où ils autorisent un fonctionnement de la société sous forme unipersonnelle ou sous forme pluripersonnelle. Nous reprenons les statuts types de la SARL (n° 220), en les aménageant légèrement pour permettre un fonctionnement de la société sous forme unipersonnelle ou pluripersonnelle.

Société ... *(Dénomination sociale)*

Société à responsabilité limitée au capital de ... euros

Siège social : ... RCS ...

Le soussigné ...

Les actes types

- Pour l'associé personne physique : nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, situation matrimoniale.
- Pour l'associé personne morale : nom, forme (SARL, SA, ...), capital, adresse du siège social, nom du représentant permanent en précisant qu'il a « reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes ».

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer sous forme d'entreprise unipersonnelle.

Article 1 – FORME

La société est à responsabilité limitée. Elle est instituée par l'associé unique soussigné propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut à toute époque exister entre plusieurs associés par suite de cession, transmission totales ou partielles des parts sociales. À toute époque également, la société peut devenir à nouveau une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée par suite de la réunion de toutes les parts sociales en une seule main.

Articles 2 à 5

Reprendre les articles 2 à 5 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 6

Reprendre l'article 6 des statuts types de la SARL (n° 220). Les apports sont faits uniquement par l'associé unique.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à ... euros et divisé en ... parts de ... euros chacune, numérotées de 1 à ..., attribuées entièrement à l'associé unique. Conformément à la loi, le soussigné déclare expressément que ces parts sociales sont intégralement libérées – ou libérées du cinquième de leur valeur nominale – et sont souscrites intégralement par lui.

Article 8 – AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés en cas de pluralité d'associés. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, la décision peut être prise par l'associé unique ou par les associés représentant la moitié des parts sociales en cas de pluralité d'associés.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, le dépôt et le retrait des fonds auront lieu conformément à l'article L 223-32 du code de commerce.

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports désigné par décision de justice à la demande du gérant. Le consentement de l'associé unique ou le consentement unanime des associés exprimé dans le contrat ou le traité d'apport rendra cet apport définitif.

Les dispositions prévues à l'article 11 en matière d'agrément s'appliquent à toute personne entrant dans la société ; en conséquence, lors d'une augmentation du capital, le bénéficiaire de l'augmentation de capital sera assimilé à un cessionnaire.

Article 9 – RÉDUCTION DU CAPITAL

Le capital social pourra être réduit, quels que soient le motif et le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égal des associés ; cette réduction sera autorisée par l'associé unique ou par l'assemblée extraordinaire des associés en cas de pluralité d'associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation ayant pour effet de le porter à ce

minimum, à moins que la société n'ait été transformée en société d'une autre forme. En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les créanciers antérieurs pourront former opposition dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 10 – PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé unique ou de chaque associé en cas de pluralité d'associés dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Droits et obligations attachés aux parts sociales - Indivisibilité des parts sociales.

Reprendre l'article 10 des statuts types de la SARL (n° 220).

Associé unique

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, qui auparavant étaient réparties entre plusieurs associés, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables. L'associé entre les mains duquel sont réunies toutes les parts sociales conserve cependant la faculté de dissoudre la société à tout moment par déclaration au greffe du tribunal de commerce du siège social.

Article 11 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Lorsque la société comporte plus d'un associé, toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Pour être opposable à la société, elle doit soit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié, la signification pouvant être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants, même si le conjoint, ascendant ou descendant cessionnaire n'est pas associé.

Les statuts peuvent stipuler que le conjoint ou un héritier ne devienne associé qu'après avoir été agréé en respectant les conditions d'agrément prévues pour les tiers ; ou qu'une cession entre associé est aussi soumise à agrément mais la majorité requise et les délais impartis peuvent être statutairement réduits.

En cas de pluralité d'associés, elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les actes types

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue. Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

Si la société a donné son consentement à un **projet de nantissement** de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

En cas de **décès de l'associé unique** ou d'un associé en cas de pluralité d'associés, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément. L'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

En cas de **liquidation de la communauté** légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

À compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 12 – DÉCÈS, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIÉ

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés en cas de pluralité d'associés. Cependant, si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

Article 13 – GÉRANCE

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, et nommés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, en cas de pluralité d'associés. Les gérants sont toujours rééligibles.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, en cas de pluralité d'associés. Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel, fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

La société est engagée même dans les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Toutefois, dans ses rapports avec les associés, le ou les gérants ne pourront, sans autorisation préalable de ceux-ci, donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banques, vendre ou échanger les immeubles sociaux ou le fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur un fonds de commerce, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

En cas de nomination du premier gérant dans les statuts, la clause suivante peut être insérée :

La gérance de la société est assurée par M ... demeurant ... La durée de ses fonctions est de ... ans. M ... déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Article 14 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

Reprendre l'article 14 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique peut procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaire ou suppléant. En cas de pluralité d'associés, cette nomination a lieu par décision collective ordinaire.

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas. Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi. La durée du mandat des commissaires aux comptes est de six exercices.

Un ou plusieurs associés représentant le dixième au moins du capital social peuvent demander la désignation judiciaire d'un commissaire aux comptes

Article 16 – DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE - DÉCISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la loi. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions, prises au lieu et place de l'assemblée, sont répertoriées dans un registre.

Les actes types

La volonté du ou des associés s'exprime par des décisions unilatérales ou collectives selon le cas. Lorsqu'elles sont collectives, elles obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

En principe, ces décisions sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance ou résulter du consentement de l'associé unique ou de tous les associés en cas de pluralité d'associés exprimé dans un acte. Le choix du mode de prise de décision appartient à la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social.

Tout associé a droit de participer aux décisions, quelle que soit leur nature et quel que soit le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Assemblée générale – Consultation écrite – décision dans un acte

Reprendre l'article 16 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 17 – DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions du ou des associés concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi (révocation du gérant statutaire, augmentation de capital par incorporation de bénéfices ou réserves).

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique est consulté ou les associés sont réunis par le gérant pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit nombre des votants. Toutefois la majorité absolue reste imposée pour la révocation du gérant.

Article 18 – DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions du ou des associés portant agrément de nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décisions collectives extraordinaires, apporter toutes modifications permises par la loi aux statuts.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- ⇒ à l'unanimité, s'il s'agit de changer la nationalité de la société ou d'obliger un associé à augmenter son engagement social ;
- ⇒ à la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ;
- ⇒ par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Toutefois, et par dérogation à cette règle, les décisions ci-après seront valablement prises par les associés représentant la moitié des parts sociales :

- ⇒ augmentation du capital par incorporation de réserves ou de bénéfices

⇒ transformation en société anonyme lorsque les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

Article 19 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Reprendre l'article 19 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 20 – EXERCICE SOCIALE. INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le .../.../...

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe). La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

L'associé unique approuve les comptes et l'affectation du résultat dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice. S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion de la gérance, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes lui sont adressés par la gérance avant l'expiration du cinquième mois suivant celui de la clôture de l'exercice social.

À compter de cette communication, et jusqu'à la date d'approbation des comptes annuels, l'associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre, par écrit également, dans les dix jours suivant la réception de celles-ci. L'associé unique non gérant peut, en outre, de sa propre initiative et pendant le même délai, convoquer au siège social le gérant et, le cas échéant, le commissaire aux comptes, pour entendre leurs explications sur les comptes de l'exercice écoulé.

L'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition de l'associé unique non gérant, qui peut en prendre copie, à partir de la date d'envoi des comptes annuels.

Lorsque la société comprend plusieurs associés.

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

À compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu, au siège social, à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 21 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

Reprendre l'article 21 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 22 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Reprendre l'article 22 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter le ou les associés, afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

Dans les deux cas, la résolution adoptée est publiée selon les modalités fixées par décret.

À défaut par la gérance ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si l'associé unique n'a pu statuer ou les associés n'ont pu valablement délibérer, tout intéressé peut demander au tribunal de commerce la dissolution de la société. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. Il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 24 – DISSOLUTION. LIQUIDATION

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société est mise en liquidation. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'associé unique ou par les associés à la majorité en capital des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

Article 25 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Reprendre l'article 25 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 26 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés ou entre le ou les associés et la société, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 27 – ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Reprendre l'article 27 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 28 – PERSONNALITÉ MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Reprendre l'article 28 des statuts types de la SARL (n° 220).

Fait en autant d'originaux que requis par la loi

À... le...

Signature de l'associé unique ou de chaque associé précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Les gérants nommés dans l'acte de société feront précéder leur signature d'un « Bon pour acceptation des fonctions de gérant ».

222 Statuts de la SELARL

Nous reprenons les statuts types de la SARL (N° 220) en les aménageant pour permettre un fonctionnement de la société conforme à la société d'exercice libéral.

Nous vous invitons à vous reporter au décret concernant votre profession (www.legifrance.fr) pour compléter les présents statuts et les rendre conformes aux spécificités contenues dans le décret.

Société ... (Dénomination sociale)

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée au capital de ... euros

Siège social : ... RCS ...

Les soussignés ...

Pour les associés personnes physiques: nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, situation matrimoniale.

Pour les associés personnes morales: nom, forme, capital, adresse du siège social, nom du représentant permanent en précisant qu'il a « reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes ».

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée devant exister entre eux.

Article 1 – FORME

Il est formé entre les soussignés une société d'exercice libéral à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990, par le code de commerce, par les dispositions législatives et réglementaires applicables à la profession de ... ainsi que par les présents statuts.

La société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet l'exercice en commun de la profession de ...

Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et contribuent à sa réalisation.

Article 3 – DÉNOMINATION

La dénomination de la société est : ...

Les actes types

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « Société d'exercice libéral à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « SELARL » et de l'énonciation du montant du capital social et de son siège social.

Article 4 – SIÈGE SOCIAL

Reprendre l'article 4 des statuts types de la SARL (n° 220)

Article 5 – DURÉE

Reprendre l'article 5 des statuts types de la SARL (n° 220)

Article 6 – APPORTS

Apports en espèces

Reprendre l'article 6 des statuts types de la SARL (N° 220).

Apports en nature

M X ... apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et estimés ci après :

... / ...

Total de l'apport : ... euros.

Cet apport est fait aux conditions suivantes :

- la présente société aura, à compter de ce jour, la propriété et jouissance des biens et droits apportés ;
- la société prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvaient au ... sans pouvoir demander aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit : usure ou mauvais état; vétusté, ;
- elle supportera à compter de ce jour, toutes les charges relatives à l'exploitation du bien apporté (les impôts et taxes, primes d'assurance...) ;

l'apporteur se réserve expressément, comme restant sa propriété exclusive, toutes les sommes, quelles qu'elles soient et quelle que soit la date de leur encaissement, qui peuvent être dues au jour de la constitution de la présente société en raison de l'exploitation dudit bien.

Récapitulation des apports

Reprendre l'article 6 des statuts types de la SARL (n° 220).

Apports en industrie

Reprendre l'article 6 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à ... euros et divisé en ... parts de ... euros chacune, numérotées de 1 à ..., attribuées aux associés en proportion de leurs apports :

M X ... parts numérotées de ... à ... inclus ;

M Y ... parts numérotées de ... à ... inclus.

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ... parts.

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que ces parts sociales sont intégralement libérées – ou libérées du cinquième de la valeur nominale – et sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

Conformément à la loi, plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue directement (ou par l'intermédiaire d'une société constituée dans les conditions prévues à l'article 220 quater A du Code général des impôts si les membres exercent leur profession au sein de la société) par des professionnels en exercice au sein de la société, qui sont dénommés « professionnels exerçants ».

Le complément du capital social peut être détenu par :

Des personnes physiques ou morales exerçant la profession de ... qui sont dénommées « professionnels externes ».

Pendant un délai de dix ans, des personnes physiques qui, ayant cessé toute activité professionnelle ont exercé la profession de ... au sein de la société qui sont dénommées « anciens professionnels exerçants ».

Les ayants droit des personnes physiques mentionnées ci-dessus, pendant un délai de cinq ans suivant leur décès qui sont dénommés « ayants Droit ».

Une société constituée dans les conditions prévues à l'article 220 quater A du Code général des impôts si les membres de cette société exercent leur profession au sein de la société.

Dans ce cas, une même personne physique ou morale ne peut détenir des participations que dans ... sociétés constituées en vue d'exercer la profession de ...

Le quart au plus du capital peut être détenu par une ou plusieurs personnes physiques ou morales autres que celles énumérées ci-dessus, dénommées « autres associés ». Toutefois, la détention directe ou indirecte de cette partie du capital est interdite à toute personne physique ou morale exerçant sous quelque forme que ce soit une autre profession de ... ou une activité de ... Sont également exclus ...

Toutes modifications du nombre des parts sociales doivent respecter les conditions visées ci-dessus relatives à la répartition du capital. Dans l'hypothèse où l'une d'entre elles viendrait à ne plus être remplie, la société dispose d'un délai d'un an pour se mettre en conformité avec les dispositions légales. Les dispositions qui précèdent autorisant la détention d'une part de capital par des personnes n'exerçant pas au sein de la société ne peuvent bénéficier aux personnes faisant l'objet d'une interdiction d'exercice de la profession constituant l'objet de la société.

Un Professionnel Exerçant ne peut exercer la profession de ... qu'au sein d'une seule société d'exercice libéral et ne peut cumuler cette forme d'exercice avec l'exercice à titre individuel ou au sein d'une société civile professionnelle.

Article 8 – Augmentation du capital

Reprendre l'article 8 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 9 – Réduction du capital

Reprendre l'article 9 des statuts types de la SARL (n° 220).

Article 10 – Parts sociales

Reprendre l'article 10 des statuts types de la SARL (n° 220) et ajouter :

Chaque professionnel exerçant répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit. La société est solidairement responsable avec lui.

Article 11 – Cession et transmission des parts

Les parts ne peuvent être transmises ou cédées qu'au profit d'une personne qui n'est pas frappée d'une interdiction d'exercer la profession constituant l'objet social. Cette réserve vaut pour tous les cas de transmission ou de cession prévus dans le présent article.

Les actes types

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Pour être opposable à la société, elle doit soit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié, la signification pouvant être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du tribunal de commerce.

Cession de parts sociales

Les parts ne peuvent être cédées à quelque titre que ce soit à des tiers étrangers à la société et même entre associés conjoints, ascendants ou descendants qu'avec le consentement de la majorité des trois quarts des professionnels exerçants.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé

peut réaliser la cession initialement prévue. Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cessions, alors même qu'elles auraient lieu par adjudication publique, en vertu d'une décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport, ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une autre société.

Transmission par décès

En cas de décès d'un professionnel exerçant, d'un professionnel externe ou d'un ancien professionnel exerçant, ses parts sont transmises librement à ses héritiers ou ses ayants droit et éventuellement son conjoint survivant qui doivent justifier à la société de leur identité et de leurs qualités héréditaires. Cependant, si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant n'ont pas cédé les parts qu'ils détiennent à l'expiration du délai de cinq ans à compter du décès de leur auteur, la société peut, nonobstant leur opposition, décider de réduire son capital et de les racheter. Ces dispositions ne sont pas applicables aux héritiers, ayants droit ou conjoint qui, au jour du décès de leur auteur, sont déjà membres de la société ni à ceux qui acquièrent la qualité de professionnel exerçant avant l'expiration du délai de cinq ans.

En cas de décès d'un ayant droit, ses parts sont librement transmises au profit de toute personne qui est déjà membre de la société. Tous autres héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils reçoivent l'agrément de la majorité des trois quarts des professionnels exerçants. Pour permettre la consultation des professionnels exerçants sur cet agrément, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur qualité dans les trois mois

du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des professionnels exerçants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers ou des ayants droit de l'ayant droit décédé et du nombre de ses parts, afin que les professionnels exerçants se prononcent sur leur agrément.

Si en cas de décès du conjoint de l'époux associé, ce dernier n'obtient pas le droit, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom, aucun agrément n'est exigé de l'attributaire qui est déjà associé. En revanche, tout autre attributaire ne devient associé que s'il reçoit l'agrément de la majorité des trois quarts des professionnels exerçants. La procédure d'agrément décrite pour la cession de parts sociales s'applique. Le conjoint associé bénéficie d'une priorité de rachat des parts du ou des héritiers ou ayants droit non agréés.

Liquidation de communauté du vivant des époux

En cas de liquidation de la communauté légale ou conventionnelle du vivant des époux de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des professionnels exerçants représentant au moins les trois quarts des parts sociales. En revanche, les parts se transmettent librement lorsque les deux conjoints sont déjà associés. Le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés. La procédure d'agrément décrite pour la cession de parts sociales s'applique. Le conjoint associé bénéficie d'une priorité de rachat des parts du conjoint non agréé.

Revendication de la qualité d'associé par un époux commun en biens

Si le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des professionnels exerçants. L'époux associé, s'il a la qualité de professionnel exerçant, ne participe pas au vote.

Nantissement de parts

Tout projet de nantissement de parts sociales doit être signifié à la société et à chaque associé. Le nantissement doit être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des professionnels exerçants.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital. A défaut d'agrément préalable, le cessionnaire devra être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des professionnels exerçants.

Article 12 – CESSATION DE L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE D'UN ASSOCIÉ

Tout professionnel exerçant peut cesser l'activité professionnelle qu'il exerce au sein de la société. Il doit en informer la société par lettre recommandée avec avis de réception et doit respecter un délai de six mois à compter de la notification relative à la cessation d'activité.

Le professionnel exerçant qui cesse toute activité professionnelle, sans être frappé d'une interdiction d'exercer sa profession, a la faculté de demeurer associé, avec la qualité d'ancien professionnel exerçant pendant une durée de dix années à compter de la date où

Les actes types

la cessation de son activité est effective. Lorsqu'à l'expiration du délai de dix ans, l'ancien professionnel exerçant n'a pas cédé la totalité des parts qu'il détient, la société peut, nonobstant son opposition, décider de réduire son capital et de les racheter.

Si la cessation d'activité du professionnel exerçant a pour effet de réduire la quotité de capital des professionnels exerçants à une fraction inférieure à plus de la moitié du capital social, il perd l'exercice des droits attachés aux parts qu'il détient. Ses parts sont alors rachetées à la diligence de la gérance.

Le professionnel exerçant qui cesse définitivement d'exercer sa profession au sein de la société, sans mettre fin à toute activité professionnelle, ou qui est frappé d'une interdiction définitive d'exercer la profession, perd l'exercice des droits attachés à ses parts. Ses parts sont alors rachetées à la diligence de la gérance.

Tout professionnel externe qui est frappé d'une interdiction d'exercer sa profession ou qui cesse définitivement son activité professionnelle perd l'exercice des droits attachés à ses parts qu'il détient. Ses parts sont alors rachetées à la diligence de la gérance.

Tout associé professionnel peut être exclu lorsqu'il est frappé d'une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice égale ou supérieure à trois mois ou lorsqu'il contrevient aux règles de fonctionnement de la société. L'associé doit être régulièrement convoqué à l'assemblée des associés qui statue sur l'exclusion, quinze jours au moins avant la date prévue et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'exclusion est décidée à l'unanimité des associés exerçant au sein de la société, en excluant, outre l'intéressé, les associés ayant fait l'objet d'une sanction pour les mêmes faits ou pour des faits connexes. Les parts de l'associé exclu sont achetées par un acquéreur agréé par les autres associés ou sont achetées par la société, qui doit alors réduire son capital. À défaut d'accord sur le prix de cession des titres ou sur leur valeurs de rachat, il est recouru à la procédure de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 13 – SANCTIONS DISCIPLINAIRES

La société est soumise aux dispositions disciplinaires applicables à la profession Elle ne peut faire l'objet de poursuites disciplinaires indépendamment de celles intentées contre un ou plusieurs associés exerçant leur profession en son sein.

Article 14 – DÉPÔTS DE FONDS PAR LES ASSOCIÉS

L'associé exerçant sa profession au sein de la société ainsi que ses ayants droit devenus associés peuvent mettre à la disposition de la société, au titre de comptes d'associés, des sommes dont le montant ne peut excéder deux fois celui de leur participation au capital. Tout autre associé peut mettre au même titre à la disposition de la société des sommes dont le montant ne peut excéder celui de sa participation au capital.

Ces sommes ne peuvent être retirées, en tout ou partie, qu'après notification à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis dont la durée, fixée par les statuts, ne peut être inférieure, pour l'associé exerçant au sein de la société d'exercice libéral et, le cas échéant, pour ses ayants droit mentionnés à l'alinéa précédent, à six mois et, pour tout autre associé, à un an.

Article 15 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GÉRANTS

Reprendre l'article 14 des statuts types de la SARL (N° 220) et ajouter :

Seuls les professionnels exerçants prennent part aux délibérations prévues par ces dispositions lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils exercent leur profession au sein de la société.

Article 16 – GÉRANCE

Reprendre l'article 13 des statuts types de la SARL (N° 220) et ajouter :

La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés exerçant au sein de la société la profession de ...

Article 17 – DÉCISIONS COLLECTIVES

Reprendre les articles 16, 17 et 18 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 18 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Reprendre l'article 19 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 19 – EXERCICE SOCIALE. INVENTAIRE

Reprendre l'article 20 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 20 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

Reprendre l'article 21 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 21 – PAIEMENT DES DIVIDENDES

Reprendre l'article 22 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 22 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Reprendre l'article 23 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 23 – DISSOLUTION. LIQUIDATION

Reprendre l'article 24 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 24 – CONTESTATIONS

Reprendre l'article 25 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 25 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Reprendre l'article 15 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 26 – ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Reprendre l'article 27 des statuts types de la SARL (N° 220).

Article 27 – PERSONNALITÉ MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Reprendre l'article 28 des statuts types de la SARL (N° 220).

Fait en autant d'originaux que requis par la loi

À... le... 20..

Signature de chaque associé précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Les gérants nommés dans l'acte de société feront précéder leur signature d'un « Bon pour acceptation des fonctions de gérant ».

223 Statuts de l'EURL

Les statuts types présentés sont ouverts dans la mesure où ils autorisent un fonctionnement de la société sous forme unipersonnelle ou sous forme pluripersonnelle.

Société ... (Dénomination sociale)

Exploitation agricole à responsabilité limitée au capital de ... euros

Siège social : ... RCS ...

Les actes types

Le soussigné

(nom, adresse, date et lieu de naissance, nationalité, situation matrimoniale).

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de l'exploitation agricole à responsabilité limitée qu'il a décidé d'instituer sous forme d'entreprise unipersonnelle.

Article 1 – FORME

La société a la forme d'une exploitation agricole unipersonnelle à responsabilité limitée. Elle est instituée par l'associé unique soussigné propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut à toute époque exister entre plusieurs associés par suite de cession, transmission totales ou partielles des parts sociales. À toute époque également, la société peut devenir à nouveau une exploitation agricole unipersonnelle à responsabilité limitée par suite de la réunion de toutes les parts sociales en une seule main.

Article 2 – OBJET

La société a pour objet l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311.1 du Code rural. La superficie mise en valeur ne peut excéder dix surfaces minimum d'installation.

Pour la réalisation de cet objet la société peut accomplir tous actes nécessaires dès lors qu'ils ne modifient pas le caractère civil de la société.

Article 3 – DÉNOMINATION

La dénomination de la société est : ...

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots « exploitation agricole à responsabilité limitée » ou de l'abréviation « EARL », de l'énonciation du montant du capital social, du siège social et du numéro d'immatriculation.

Article 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à ...

Il pourra être transféré dans tout autre endroit par une décision de l'associé unique ou une décision extraordinaire des associés en cas de pluralité d'associés.

Article 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à ... (*durée maximum de 99 ans*) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, l'associé unique, ou le cas échéant, les associés, peuvent décider de sa prorogation.

Article 6 – APPORTS

Apports en numéraire

L'associé unique apporte à la société en numéraire une somme de ... euros. Cette somme a fait l'objet d'un versement sur le compte ouvert au nom de la société en formation le ... (*avant la signature de statuts*) chez ... (*un notaire ou une banque*).

Apports en nature

L'associé unique apporte également à la société, en pleine propriété et en pleine jouissance (*ou en usufruit ou en nue propriété*), à dater du ... les apports en nature suivants :

(nature exacte des apports en nature ; pour chaque apport, préciser son origine – bien propre ou biens communs) et son évaluation).

Ces apports sont évalués à une somme nette de ... euros au vu du rapport établi le ... (avant la signature des statuts) par M ..., commissaire aux apports, désigné par l'associé unique. Ce rapport est annexé aux présents statuts.

Les associés solidairement, ou l'associé unique, sont responsables pendant cinq ans vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature.

Apports de biens communs

M... (*nom, prénoms, profession, domicile*), intervient aux présentes pour satisfaire, en tant que de besoin, aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil. M... déclare avoir été régulièrement informée par l'associé unique de son intention d'apporter à la société les biens énumérés ci-dessus qui présentent le caractère de biens communs, et renoncer à devenir personnellement associé de la société.

Commission des structures

Les associés reconnaissent que, conformément aux dispositions de l'article L 331.4 3° du Code rural, une autorisation préalable d'exploiter a été accordée sur décision préfectorale en date du ...

Article 7 – MISE A DISPOSITION PAR LES ASSOCIÉS

Mise à disposition par les associés fermiers

Les associés exploitants peuvent mettre à la disposition de la société les immeubles dont ils sont locataires dans les conditions définies à l'article L 411-37 du Code rural, sans qu'il soit exigé pour tous les associés de participer à la mise en valeur des biens exploités par la société. Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés précise les conditions et modalités de la mise à disposition des baux. Les associés exploitants reconnaissent avoir informé leurs propriétaires, préalablement à la constitution de la société, de la mise à disposition des baux dont ils sont personnellement titulaires, conformément à l'article L 411.37 du Code rural. En cas de changement intervenu dans les éléments portés à la connaissance des bailleurs ou si les preneurs cessent de faire partie de la société ou de mettre les biens loués à la disposition de la société ou encore devenaient des associés non exploitants, les bailleurs devront en être avisés dans les mêmes formes. Les associés et la société sont tenus solidairement avec les preneurs de l'exécution du bail pendant toute la durée de la mise à disposition.

Mise à disposition par les associés propriétaires

Les associés exploitants peuvent mettre à la disposition de la société les immeubles ruraux dont ils sont propriétaires. Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés dresse la désignation des biens mis à disposition et précise les conditions et modalités du contrat de mise à disposition.

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à ... euros et divisé en ... parts de ... euros chacune, numérotées de 1 à ..., attribuées entièrement à l'associé unique. Conformément à la loi, le soussigné déclare expressément que ces parts sociales sont intégralement libérées et sont souscrites intégralement par lui.

Article 9 – PARTS SOCIALES – DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé unique ou de chaque associé en cas de pluralité d'associés dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties.

Les actes types

Chaque part sociale donne droit à une fraction des résultats et de l'actif social. Elle ouvre aussi un droit à la participation aux décisions collectives. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

À l'égard des créanciers de la société, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'ensemble des associés ne supportent les dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

L'associé exploitant reçoit une rémunération de son travail au sein de la société. Elle est fixée chaque année par décision collective ordinaire des associés représentant Des parts sociales ou de l'associé unique, sans pouvoir excéder trois SMIC par mois ou quatre SMIC si les associés sont gérants. Elle constitue une charge de la société.

Article 10 – CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS

Cession de parts sociales entre vifs

L'associé unique cède librement ses parts sociales.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers non associés (*ajouter éventuellement : autres que le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant*) qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins ... des parts sociales. Cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire dans un délai de quinze jours.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé, et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé

peut réaliser la cession initialement prévue. Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions de l'alinéa précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant.

Revendication de la qualité d'associé par un époux commun en biens

Si le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des ... parts sociale. L'époux associé ne participe pas au vote.

Nantissement de parts

Tout projet de nantissement de parts sociales doit être signifié à la société et à chaque associé. Le nantissement doit être agréé par une décision prise à la majorité des ... des parts sociales.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon des conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital. A défaut d'agrément préalable, le cessionnaire devra être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des professionnels exerçants.

Décès d'un associé

En cas de décès de l'associé unique ou d'un associé en cas de pluralité d'associés, la société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les ... des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément. L'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Liquidation de la communauté

En cas de liquidation de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution de parts communes à l'époux qui ne possédait pas la qualité d'associé, est soumise au consentement de la majorité des associés représentant au moins ... des parts sociales. Le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

À compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 11 – GÉRANCE

Nomination des gérants

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants choisis parmi les associés exploitants titulaires de parts de capital, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, et nommés par décision collective des associés représentant plus de ... des parts sociales, en cas de pluralité d'associés. Les gérants sont toujours rééligibles.

L'associé unique exerce la gérance de la société sans limitation de durée.

(En cas de nomination du premier gérant dans les statuts, la clause suivante peut-être insérée) La gérance de la société est assurée par M ... demeurant ... La durée de ses fonctions est de ... ans. M ... déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées, et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à sa nomination.

Démission et révocation des gérants

Le gérant qui veut démissionner doit notifier sa décision par lettre recommandée ... mois à l'avance au(x) gérant(s) demeurant en fonction ou, à défaut, à chacun des associés individuellement.

Les actes types

Un gérant peut être révoqué pour juste motif par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ou, à la demande de tout associé, par les tribunaux. La révocation sans juste motif peut ouvrir droit à dommages et intérêts.

Le gérant révoqué peut, à moins que les associés ne décident la dissolution anticipée de la société, se retirer de celle-ci dans les conditions prévues pour le retrait des associés.

Pouvoirs des gérants

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

La société est engagée même dans les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Toutefois, dans ses rapports avec les associés, le ou les gérants ne pourront, sans autorisation préalable de ceux-ci, donnée par une décision ordinaire, contracter au nom de la société des emprunts autres que les crédits en banques, vendre ou échanger les immeubles sociaux, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux, concourir à la formation d'une société ou faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux.

L'opposition formée par le gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Responsabilité des gérants

Conformément à l'article 1850 du Code civil, chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion. Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés.

Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine, le cas échéant, la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Rémunération des gérants

La rémunération du gérant, ou de chacun d'eux, est fixée par décision de l'associé unique ou par l'assemblée des associés représentant au moins ... Des parts sociales. Sur justification, chaque gérant peut, en outre, prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement. La rémunération que perçoivent les associés du fait de leur participation effective aux travaux constitue une charge sociale indépendante de la rémunération de la gérance.

Article 12 – DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE – DÉCISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la loi. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Si la société est pluripersonnelle, sauf clause contraire des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des parts, étant précisé que les associés disposent de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'ils détiennent. Toutefois, les associés exploitants se répartissent d'une façon égalitaire les droits de vote qu'ils détiennent ensemble.

Les décisions de l'associé unique ou des associés sont répertoriées dans un registre spécial, coté et paraphé.

En principe, ces décisions sont prises en assemblée. Elles peuvent également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance ou résulter du consentement de l'associé unique ou de tous les associés en cas de pluralité d'associés exprimé dans un acte. Le choix du mode de prise de décision appartient à la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice social.

Assemblée générale

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut procéder à la convocation sans que les autres puissent s'y opposer.

Un associé non gérant peut également, à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si sa demande n'est pas suivie d'effet, l'associé demandeur peut, dans le délai d'un mois, s'adresser au président du tribunal pour obtenir la nomination d'un mandataire chargé de réunir les associés.

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social. La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Cette lettre contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction. La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix. Dans tous les cas, un associé peut se faire représenter par un tiers muni d'un pouvoir.

Chaque part de capital correspond à une voix. Les associés non exploitants disposent d'une voix par part de capital détenue. Les associés exploitants disposent d'une voix par part de capital. Le droit de vote afférent aux parts grevées d'un usufruit est exercé par l'usufruitier pour les seules décisions concernant l'affectation des résultats, par le ou les nus propriétaires pour les autres décisions. En cas d'indivision des parts, les copropriétaires indivis devront nommer un mandataire commun.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance. Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, conformément à la loi. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant. À défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur le procès-verbal.

Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un oui, ou par

Les actes types

un non, inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Décision dans un acte

L'acte exprimant le consentement de tous les associés intervenant en personne devra indiquer qu'il vaut décision des associés. Il relatera si nécessaire la procédure suivie et les motivations en cause. Il devra impérativement contenir :

- l'identification de tous les associés (noms, prénoms, domiciles) et le nombre de parts détenues par chacun d'eux ;
- les conditions d'information préalables des associés (lettres, projets d'acte...) ;
- la nature précise de la décision adoptée ;
- le visa du rapport du gérant ;
- la signature de chacun des associés.

À cet acte seront annexés les documents et informations nécessaires, selon la nature de la décision, pour permettre aux associés de se prononcer en connaissance de cause et notamment le rapport du gérant.

L'absence de consentement et donc de signature d'un seul associé entraînera de plein droit invalidation de la décision quelle que soit par ailleurs la majorité exigée pour la prise de cette même décision en assemblée.

L'original de cet acte s'il est sous seing privé ou une expédition s'il est notarié reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux à la suite de la mention de la décision.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la forme, la nature, l'objet de l'acte, les noms, prénoms et signature de tous les associés intervenus à l'acte.

Article 13 – DÉCISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions prévues par les présents statuts ainsi les décisions concernant l'administration et la gestion de la société, la nomination et la révocation des gérants, le rapport annuel de la gérance sur les affaires sociales, les comptes de l'exercice, l'affectation et la répartition des résultats du ou des associés.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'associé unique est consulté ou les associés sont réunis par le gérant pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit nombre des votants. Toutefois la majorité absolue reste imposée pour la révocation du gérant.

Article 14 – DÉCISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, toutes les décisions tendant à modifier directement ou indirectement les présents statuts, ainsi que dans tous les cas où ceux-ci lui donnent expressément compétence. Les décisions extraordinaires concernent la modification du mode d'administration de la société et des pouvoirs de la gérance dans ses rapports avec les associés, la modification du mode de réunion et de délibération des assemblées, le retrait d'un associé et la fixation de ses modalités, la scission de la société, l'agrément des

projets de cession de parts à titre gratuit ou à titre onéreux, la fusion de la société, la dissolution de la société et la nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs, ainsi que la détermination de leurs pouvoirs, la transformation en une autre forme sociétaire, et plus généralement toute modification statutaire.

Sur première convocation, l'assemblée extraordinaire doit réunir un ou plusieurs associés représentant plus des trois quarts du capital social ; sur deuxième convocation, le quorum est de la moitié. Pour être valables, les décisions sont prises à l'unanimité.

Article 15 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Les associés pourront obtenir, au moins une fois par an communication des livres et documents sociaux et poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit conformément à l'article 1855 du Code civil.

Conformément à l'article 1856 du Code civil, les gérants doivent, au moins, une fois dans l'année rendre compte de leur gestion aux associés.

Article 16 – EXERCICE SOCIAL. INVENTAIRE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le .../.../...

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe). La gérance établit un rapport de gestion relatif à l'exercice écoulé.

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents sociaux (comptes annuels, contrats, factures ...). Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Article 17 – APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DU RÉSULTAT

L'associé unique, ou l'assemblée des associés statuant à la majorité des voix peut affecter une partie du bénéfice à la création de réserves générales ou spéciales. Le surplus est alloué à l'associé unique ou aux associés en proportion du nombre de leurs parts sociales.

L'associé unique ou l'assemblée des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve qui supportent les distributions. Les dividendes doivent être prélevés en priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les dividendes seront payés dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation par décision expresse de l'assemblée des associés représentant au moins ... des parts sociales.

Les pertes reportées par décision de l'associé unique ou de l'assemblée des associés sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

Article 18 – DISSOLUTION. LIQUIDATION

À l'expiration de la société ou en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la société est mise en liquidation. Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés.

Les actes types

La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'associé unique ou par les associés à la majorité des parts sociales des associés, pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est attribué à l'associé unique ou partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

Article 19 – ENGAGEMENTS CONTRACTÉS AU NOM DE LA SOCIÉTÉ AVANT SON IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts. Les soussignés, après avoir pris connaissance de cet état qui leur a été présenté avant lecture et signature des présentes, déclarent approuver ces actes et ces engagements. En conséquence, la société reprendra, purement et simplement, lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les associés soussignés donnent mandat exprès à M ... de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées dans un état annexé aux présentes, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la société. L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.

Article 20 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés ou entre le ou les associés et la société, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Article 21 – PERSONNALITÉ MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutes les formalités requises par la loi à la suite des présentes, notamment en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité du gérant.

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites, incombent conjointement et solidairement aux associés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au Registre du commerce et des sociétés. À compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société.

Fait en autant d'originaux que requis par la loi

À... le... 20.

Signature de chaque associé précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Les gérants nommés dans l'acte de société feront précéder leur signature d'un « Bon pour acceptation des fonctions de gérant ».

7.3.3. Modifier les statuts de la SARL

230 Convocation à l'assemblée générale des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- En fonction de la modification statutaire, il faudra préciser : changement de la date de clôture des exercices sociaux, ou modification de la dénomination sociale, ou modification de l'objet social, ou prorogation de la durée de la société, ou transfert du siège social, ...
- Modification corrélative des statuts.

Autres documents : NON

231 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

232 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

233 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 103

Points sur lesquels l'assemblée extraordinaire va se prononcer :

1. modifier la date de clôture des exercices sociaux (*exposez les motifs du Changement de la date de clôture*). Nous vous proposons de fixer au ../.. la nouvelle date de clôture des exercices, à compter du ../..
2. OU modifier notre dénomination sociale (*exposez les motifs du changement de dénomination sociale*). Nous vous proposons d'adopter comme nouvelle dénomination, à compter du ../.. : ... (*Nouvelle dénomination sociale*)
3. OU modifier l'objet de notre société (*exposez les motifs du changement d'objet social*). Nous vous proposons d'étendre, à compter du ../.., l'objet social aux activités suivantes : ...
4. OU proroger la durée sociale de ... années de telle sorte que notre société prendra fin le ../.. (NB : *cette décision doit être prise un an au moins avant la date d'expiration de la société*)
5. OU transférer le siège de notre société à ... à compter du ../.. (*exposez les motifs du transfert du siège social*).

Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts sociaux.

234 Texte des résolutions proposées à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 104

235 Feuille de présence à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 105

Les actes types

236 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- En fonction de la modification statutaire, il faudra préciser : changement de la date de clôture des exercices sociaux, ou modification de la dénomination sociale, ou modification de l'objet social, ou prorogation de la durée de la société, ou transfert du siège social, ...
- Modification corrélative des statuts.

PREMIÈRE RÉOLUTION

1. L'assemblée générale décide de modifier la date de clôture des exercices sociaux et de la fixer au .././.. de chaque année, à compter du .././... L'exercice social en cours aura donc une durée de .. mois, jusqu'à la prochaine date de clôture.
2. L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société qui, à compter du .././..., devient :...
3. L'assemblée générale décide d'étendre, à compter du .././..., l'objet social aux activités suivantes :...
4. L'assemblée des associés décide que la durée de la société qui devait expirer le .././.. sera prorogée jusqu'au .././..
5. L'assemblée des associés décide de transférer, à compter de ce jour, le siège social

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article .. des statuts :

1. Article .. – Exercice social : l'exercice social commence le .././.. et se termine le .././.. de chaque année.
2. Article .. – Dénomination : la société a pour dénomination : ...
3. Article .. – Objet : La société a pour objet : ...
4. Article .. – Durée : la durée de la société initialement fixée à ... ans et qui devait expirer le ... a été prorogée jusqu'au .././.. ans par décision de l'assemblée générale en date du .././..., sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.
5. Article .. – Siège social : le siège social est fixé à ...

237 Avis de modification des statuts à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du .././..., il a été décidé :

1. de modifier la date de clôture des exercices sociaux et de la fixer au .././.. de chaque année, à compter du .././...
2. de modifier la dénomination de la société, qui devient ... à compter du .././...
3. d'étendre, à compter du .././..., l'objet social aux activités suivantes : ...
4. de proroger la durée de la société qui devait expirer le .././.. jusqu'au .././..
5. de transférer, à compter de ce jour, le siège social à : ...

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

(mettre l'ancienne mention des statuts et la nouvelle mention des statuts).

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

238 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du .../.../...
- deux exemplaires certifiés conformes des statuts mis à jour ;
- un imprimé M2 ;
- un exemplaire du journal ayant publié la modification.

7.3.4. Cession de parts sociales

250 Promesse de cession de parts sociales (Avec ou sans agrément)

Je soussigné M. ..., ci-après désigné le promettant, offre et promets à M. ... ci-après désigné le cessionnaire, de lui céder ... parts de la société à Responsabilité Limitée ... au capital de ... €, dont le siège social est à ... et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés est ...

Personne physique : Nom, lieu et date de naissance, adresse, situation matrimoniale, nationalité.

Société : Nom de la société, montant du capital, adresse du siège social, RCS, nom du représentant.

Cette cession se fera au prix de ... € la part sociale. Cette promesse de cession est valable jusqu'au .../.../..., et le cessionnaire pourra lever l'option qui en résulte, à tout moment.

Conformément à la loi et aux dispositions de l'article ... des statuts, le bénéficiaire devra être régulièrement et préalablement agréé, ce à quoi s'engage le promettant, sous réserve de la décision souveraine de la collectivité des associés.

Si la promesse de cession de parts est faite avec agrément, remplacez la clause précédente par :

« Messieurs ... (les associés) sont présents à l'acte et déclarent autoriser cette cession et agréer M. ... comme nouvel associé. En conséquence de ce qui précède, et si la cession se réalise effectivement, les associés décident de modifier les statuts ainsi qu'il suit :

Article .. – capital social

Le capital social est fixé à la somme de ... €. Il est divisé en parts de ... chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés, numérotées de 1 à ... et attribuées à chacun d'eux en proportion de leurs droits respectifs, à savoir :

- M. ... à concurrence de ... parts, numéro ... à ...
- M. ... à concurrence de ... parts, numéro ... à ...

Les parts sociales sont libres de toute sûreté, nantissement ou autre droit quelconque.

La réalisation de la cession de parts sociales interviendra dans les ... jours de la levée de la présente promesse, par remise par le promettant au bénéficiaire d'un acte de cession portant sur les parts sociales et contre paiement par le bénéficiaire au promettant du prix correspondant.

Tous différends relatifs à la présente promesse seront soumis aux tribunaux compétents, dans les conditions de droit commun.

Les actes types

La présente promesse a un caractère confidentiel. Toute conséquence pécuniaire provenant d'une divulgation de celle-ci sera à la charge de la partie dont l'attitude aura nécessité sa divulgation.

La présente promesse engage solidairement et indivisiblement les héritiers et ayants cause du promettant.

Les frais occasionnés par le présent acte, ainsi que les suites qui en découleront, seront pris en charge par M. ..., cessionnaire, pour les frais de promesse et de cession si celle-ci se réalise ; et par la société, pour les frais qui résulteraient de la modification des statuts.

Fait à ..., le ../../.

En deux exemplaires dont un pour le promettant et un pour le bénéficiaire

Le bénéficiaire

Lu et approuvé

*Bon pour acceptation de cession
de ... parts*

Le promettant

Lu et approuvé.

Bon pour promesse de cession

251 Lettre d'avertissement au conjoint du cessionnaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Lettre recommandée

Monsieur (Madame),

En application des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 1832-2 du code civil, j'ai l'honneur de vous informer que M. ..., votre conjoint, a l'intention d'utiliser la somme de ... € dépendant de votre communauté de biens en vue d'acquérir de M. ..., ... parts sociales de notre société.

Vous avez la faculté de revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts sociales acquises par votre conjoint.

Nous vous saurions gré de nous faire savoir si vous souhaitez exercer cette faculté. Dans l'hypothèse négative, cette option vous sera toujours offerte ultérieurement, mais vous serez alors soumis à l'agrément des associés conformément à l'article ... de nos statuts.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir intervenir à la signature de l'acte d'acquisition en vue de préciser le parti que vous avez adopté.

La réalisation de l'acte de cession se fera le ../../. à ... heures au siège social. Nous vous prions d'agréer ...

Fait à ... le ../../.

Le gérant

252 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Agrément d'un tiers en qualité de nouvel associé (si l'agrément est nécessaire).
- Modification des statuts sous réserve de la réalisation de la cession de parts sociales.

253 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

254 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

255 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire en vue de statuer sur l'agrément d'un nouvel associé, tiers à la société, et cela suite à une cession de parts. M. ... a en effet manifesté son intention de céder ... parts qui lui appartiennent à M. ... Conformément à la loi et à l'article ... de nos statuts, cette cession nécessite l'agrément des associés de la société.

Si vous agréez M. ... comme nouvel associé, nous vous demandons également de modifier l'article ... des statuts, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de ces cessions de parts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts.

Le gérant

Si la cession ne nécessite pas d'agrément, remplacez le texte par : « Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire en vue de statuer sur la modification des statuts de la société et plus précisément sur l'article relatif à la répartition des parts. En effet, M. ... a cédé ... parts lui appartenant à M. ... par un acte en date du .././.. et ne nécessitant pas l'agrément des associés ».

256 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

257 Feuille de présence à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 105

258 Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- agrément d'un tiers en qualité de nouvel associé ;
- pouvoirs à donner ;
- modification corrélative des statuts sous réserve de la réalisation de la cession des parts sociales.

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer en qualité de nouvel associé, conformément à la loi et à l'article .. des statuts M. ... (nom et adresse du cessionnaire).

Si la cession ne nécessite pas d'agrément, il n'y a qu'une seule résolution qui concerne la modification des statuts : « L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des cessions de parts intervenues entre M. ... (nom du cédant) et M. ... (nom du cessionnaire)

Les actes types

aux termes d'un acte en date du .././., décide de modifier comme suit l'article .. des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

Article .. – Capital social

Le capital social est fixé à ... (voir deuxième résolution).

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la cession de parts, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article ... des statuts :

Article .. – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de ... €. Il est divisé en .. parts de ... € chacune, numérotées de 1 à ..., attribuées aux associés en proportion de leurs droits, à savoir :

- M. ... à concurrence de ... parts, numéro ... à ...
- M. ... à concurrence de ... parts, numéro ... à ...

Total égal au nombre de parts composant le capital social : ...parts.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

259 Notification de l'agrément au cédant

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Nom et adresse du cédant

Lettre recommandée avec avis de réception

Le .././..

Par un courrier en date du .././.. vous m'avez demandé de soumettre à l'agrément de vos coassociés la cession de vos parts sociale à M. ...

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aux termes d'une délibération en date du .././.., l'assemblée générale a autorisé cette cession et expressément agréé M. ... (*nom du cessionnaire*) en qualité de nouvel associé.

La réalisation de cette cession et sa notification à la société devront intervenir avant le .././.. Passé ce délai, vous devrez renouveler la demande d'agrément. Vous voudrez bien me tenir informé de la suite donnée à votre projet.

Je vous prie ...

260 Acte de cession de parts sociales

Cession de parts sociales de la Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Entre les soussignés :

M. ... ci-après dénommé « Le cédant », d'une part

M. ... ci-après dénommé « Le cessionnaire », d'autre part

Personne physique : Nom, lieu et date de naissance, adresse, situation matrimoniale, nationalité.

Société : Nom de la société, montant du capital, adresse du siège social, RCS, nom du représentant.

Il a été convenu ce qui suit :

I – Cession des parts

Par les présentes, M. ... cède, avec les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à M. ... qui accepte, les parts sociales de la SARL ... (*Dénomination sociale*) de ... € chacune, numérotées de ... à ..., dont il est propriétaire.

M. ... sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, celui-ci aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés aux parts qui lui ont été cédées.

M. ... reconnaît avoir reçu, avant ce jour un exemplaire des statuts de la société, à jour, certifiés conformes par le gérant ; ainsi qu'un extrait des inscriptions au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les parts sont présentement cédées.

2 – Prix. Modalités de paiement

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de ... € par part, soit au total ... € pour les ... parts cédées, laquelle somme a été payée comptant au moyen d'un chèque par le cessionnaire au cédant qui lui en donne quittance.

(D'autres modalités de paiement peuvent être prévues).

3 – Agrément des associés

Conformément à la loi et l'article des statuts, M. ... (*le cessionnaire*), a été agréé par les autres associés, en qualité de nouvel associé lors d'une assemblée générale qui s'est tenue le/../..

OU « Conformément aux dispositions de l'article .. des statuts, la procédure d'agrément du cessionnaire par les autres associés n'est pas nécessaire dans le cadre de la présente cession ».

4 – Origine de la propriété

Les parts cédées ont pour origine :...

OU Les parts cédées dépendent de la communauté de biens existant entre M. ... et son conjoint M. ... pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la société, ou lors de l'augmentation du capital du/../.., ...

5 – Application de l'article 1424 du code civil

L'époux du cédant, commun en biens, assiste aux présentes et donne son consentement à la cession qui est signée ce jour, et ce, conformément à l'article 1424 du code civil.

6 – Application de l'article 1832-2 du code civil

Le conjoint du cessionnaire, commun en biens, assiste aux présentes pour déclarer avoir été informé que le prix des parts acquises par son conjoint, M. ... était payé au moyen de

Les actes types

fonds dépendant de leur communauté de biens et ne pas revendiquer, à ce jour la qualité d'associé.

7 – Déclaration pour l'enregistrement

Pour la perception des droits d'enregistrement, les parties déclarent que la société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés ; et que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la société. En conséquence, les droits de cession des parts sociales sont dus au taux de 4,80 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

8 – Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

9 – Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par M. ... cessionnaire.

Fait à ..., le .././.. , en ... exemplaires

261 Attestation du gérant

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Je soussigné ... demeurant à ... agissant en qualité de gérant de la société ci-dessus désignée, atteste avoir reçu ce jour, au siège social, un exemplaire original de la cession de parts sociales intervenue entre M. ..., cédant, et M. ... cessionnaire. Cette cession a porté sur ... parts et a été rédigée par acte sous seing privé, signé le .././..

Fait à ..., le .././..

Le gérant

262 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux exemplaires enregistrés d'un acte de cession de parts sociales intervenue dans la société,
- deux exemplaires du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du .././..,
- deux exemplaires certifiés conformes des statuts mis à jour.

263 Envoi à l'enregistrement

Société ... (*Dénomination sociale*)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Guide pratique de la SARL et de l'EURL

Monsieur le Receveur Principal de l'Enregistrement de la Recette Principale des Impôts
de ... (adresse)

Monsieur le Receveur Principal,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins d'enregistrement, ... exemplaires d'un acte de cession de parts intervenu dans la société ... et accompagnés d'un chèque de ... €, correspondant au montant des droits, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour le retour des exemplaires nous revenant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Receveur Principal, l'expression de nos sentiments distingués.

Le gérant

7.3.5. Transformer la SARL en société anonyme ou en société par action simplifiée

280 Requête pour la nomination d'un commissaire à la transformation

à Monsieur le Président du Tribunal de
Commerce de ...

Le soussigné ... (*nom, prénom usuel, adresse*) agissant en qualité de gérant de la société ...
société à responsabilité limitée au capital de ... € dont le siège est à ... immatriculée au
registre du commerce et des sociétés de ... sous le numéro ...

À l'honneur de vous exposer que les associés de la société ... envisagent de procéder à sa
transformation en société anonyme. Conformément aux dispositions de l'article L. 224-3
du nouveau Code de commerce, cette transformation ne pourra être décidée par l'assem-
blée générale extraordinaire que sur présentation par un ou plusieurs commissaires à la
transformation d'un rapport sur la valeur des biens composant l'actif social et les avanta-
ges particuliers pouvant exister au profit d'associés ou de tiers.

C'est pourquoi le requérant conclut à ce qu'il vous plaise, Monsieur le Président, de dési-
gner un commissaire chargé, d'une part de cette mission légale et d'autre part de l'établis-
sement du rapport sur la situation de la société prévu par l'article L. 223-43 du nouveau
Code de commerce.

281 Convocation à l'assemblée générale des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Transformation de la société en société anonyme.
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme.
- Nomination des administrateurs.
- Nomination des commissaires aux comptes.

Autres documents :

- Un exemplaire du rapport du commissaire à la transformation.

282 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

283 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

284 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de vous proposer de
transformer notre société en société anonyme pour les motifs suivants : ... (*Exposer les*

motifs de l'opération : forme juridique mieux adaptée pour faire face aux perspectives de développement, aux besoins de financement...).

Les conditions fixées par la loi pour la transformation de la société en société anonyme sont réunies :

- son capital est égal (ou supérieur) à 37 000 € ;
- le nombre de ses associés est de sept.

De plus, conformément à l'article L. 224.3 du nouveau Code de commerce, M. ... a été nommé en qualité de commissaire à la transformation par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de ... en date du .././... Il a reçu pour mission, d'établir un rapport portant, d'une part, sur la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers pouvant exister au profit d'associés ou de tiers et d'autre part, sur la situation de la société.

Il ressort de ce rapport que rien ne s'oppose à la transformation de notre société en société anonyme.

Si l'ancien commissaire aux comptes titulaire de la SARL est nommé commissaire à la transformation, remplacez par : « M. ... commissaire aux comptes titulaire de la SARL a été nommé commissaire à la transformation par une décision des associés prise à l'unanimité en date du .././... »

Nous vous demandons de décider la transformation de la société en votant à cet effet les résolutions dont le texte vous a été communiqué dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts sociaux.

Le gérant

285 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

286 Feuille de présence

Reprendre le cadre N° 105

287 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Transformation de la société en société anonyme,
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- Nomination des administrateurs,
- Nomination (ou maintien) du commissaires aux comptes,

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du commissaire à la transformation :

- Approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social telle qu'elle est établie dans ce rapport ;

Les actes types

- Approuve expressément les avantages particuliers octroyés à M. ... et M... tels qu'ils sont décrits et appréciés dans ce rapport (*ou* « prend acte de ce que ledit rapport mentionne l'absence de tout avantage particulier quel qu'il soit »),
- Prend acte de l'attestation du commissaire à la transformation de laquelle il résulte que le montant des capitaux propres de la société est au moins égal au capital social.
- Décide, dans la mesure où toutes les conditions requises sont réunies, de transformer la société en société anonyme à compter de ce jour, sans création d'un être moral nouveau.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale constate que la transformation de la société en société anonyme est immédiatement et définitivement réalisée. L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du projet des statuts devant régir la société sous sa forme nouvelle de société anonyme, approuve purement et simplement le texte présenté et décide de l'adopter.

Le nouveau texte des statuts, après signature par tous les associés, demeurera annexé au procès-verbal de la présente assemblée.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Le capital sera désormais divisé en ... actions de ... € chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées. L'assemblée générale décide en conséquence que ces actions sont attribuées aux associés dans la proportion de leurs droits dans le capital social, soit à raison de ... actions pour ... parts de la SARL.

Les actions seront négociables dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la mention modificative relative à la transformation de la société en société anonyme.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Les fonctions de gérant, exercées par M. ... prennent fin ce jour et la société sera désormais gérée et administrée par un conseil d'administration.

L'assemblée générale nomme en qualité de premiers administrateurs de la société sous sa forme anonyme, dans les termes de l'article .. des statuts qui viennent d'être adoptés, pour une durée de ... années, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le .././..

(nom, prénoms, profession, domicile des administrateurs)

Les administrateurs ci-dessus nommés, tous présents à l'assemblée, ont déclaré accepter leur mandat et affirmer ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de s'opposer à cette acceptation.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale nomme, pour les six premiers exercices de la société sous sa forme anonyme :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire : M. ... (*nom, prénoms, domicile*) ;
- en qualité de commissaire aux comptes suppléant : M. ... (*nom, prénoms, domicile*).

Chacun des commissaires aux comptes ainsi nommés a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

S'il existe un commissaire aux comptes dans la SARL, son mandat peut être poursuivi. Dans ce cas, la rédaction est la suivante : « L'assemblée prend acte que les mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant se poursuivront normalement jusqu'à son terme fixé par l'assemblée qui les a désignés ».

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée des associés déclare que la durée de l'exercice social en cours, que l'objet, la dénomination, la durée et le siège social de la société ne sont pas modifiés du fait de l'adoption de la forme de la société anonyme.

Les comptes de l'exercice seront établis par le conseil d'administration de la société sous sa nouvelle forme. Ils seront présentés à l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration. Le rapport de gestion et les comptes dudit exercice seront établis conjointement par l'ancien gérant et le conseil d'administration. L'ancien gérant de la société fera à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de l'exécution de son mandat jusqu'au jour de la transformation. Ce rapport et ceux du commissaire aux comptes seront communiqués aux actionnaires dans les conditions fixées par le nouveau Code de commerce et l'article ... des nouveaux statuts.

Sous sa forme nouvelle, la société sera régie par les dispositions légales et complémentaires en vigueur concernant les sociétés anonymes et par les nouveaux statuts ci-après établis.

Le bénéfice de l'exercice en cours sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la société sous sa forme anonyme. Pour cet exercice, l'ancien gérant n'aura droit aux rémunérations qui lui étaient allouées par les anciens statuts et les décisions de la collectivité des associés, que proportionnellement au temps couru de la date d'ouverture dudit exercice, jusqu'à ce jour.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

288 Procès-verbal du conseil d'administration qui nomme les dirigeants

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du .././..

L'an ... (en lettres), et le ... (jour en lettres) ... (mois en lettres), à ... heures (en lettres), le conseil d'administration s'est réuni à ... (lieu), sur convocation de son président.

Sont présents : ... (Nom des administrateurs)

La séance est ouverte sous la présidence de ...

Le président constate que tous les administrateurs sont présents et que le conseil peut ainsi valablement délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil, à l'unanimité, a pris les décisions suivantes :

M. ... est nommé président du conseil d'administration, pour toute la durée de son mandat d'administrateur.

Les actes types

M. ... déclare accepter ces fonctions, et remerciant ses collègues de la confiance qu'ils lui témoignent, déclare ne tomber sous le coup d'aucune interdiction légale relative à l'exercice desdites fonctions.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration, le président assumera la direction générale de la société et jouira des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

Il peut en outre déléguer ses pouvoirs, mais seulement pour un objet et une durée limités.

Le conseil d'administration décide que le président aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, et en rémunération de ses fonctions à : ... (*préciser les modalités de la rémunération*).

Sur la proposition de son président, le conseil désigne M. ... en qualité de directeur général jusqu'à l'expiration de son mandat d'administrateur (*une autre durée peut être précisée*). Si M. ... (*nom du président*) vient pour quelque cause que ce soit à cesser d'assumer la présidence du conseil, M. ... (*nom du directeur général*) conservera ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

M. ... déclare accepter les fonctions qui lui sont conférées.

M. ... sera investi des mêmes pouvoirs que le président du conseil d'administration pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Le conseil d'administration décide que le directeur général aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, et en rémunération de ses fonctions à : ... (*précisez les modalités de la rémunération*).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président et un autre administrateur.

Le président

Un administrateur

289 **Avis de transformation en Société anonyme à faire paraître dans un journal d'annonces légales**

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du ./././., il a été décidé de transformer la société sous la forme de société anonyme à compter du ./././., sans création d'un être moral nouveau, avec adoption de nouveaux statuts.

S'il y a augmentation de capital et transformation le même jour en SA :

l'avis est un « Avis d'augmentation de capital et de transformation en société anonyme » ;

il faudra ajouter dans l'avis : « Les associés ont décidé d'augmenter le capital de ... € par ... (*précisez les modalités : incorporation prélevée sur le report à nouveau...*). »

La dénomination sociale, l'objet, le siège social et la durée demeurent inchangés.

Le capital social est fixé à ... € divisé en ... actions de ... € chacune entièrement libérées.
Les associés, devenus actionnaires, ont désigné comme premiers administrateurs : ...
(Nom et adresse)

Aux termes du procès-verbal de la première réunion du conseil d'administration du .../.../...,
M. ... (Nom et adresse) a été nommé président du conseil d'administration, et M. ... (Nom
et adresse) a été nommé Directeur général.

Et comme commissaire aux comptes titulaire M. ... demeurant à ... et en qualité de
commissaire aux comptes suppléant M. ... demeurant à ...

Tout actionnaire peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de la
propriété de ses actions inscrites en compte depuis au moins cinq jours.

Chaque membre de l'assemblée a, sous réserve des exceptions légales, autant de voix qu'il
possède ou représente d'actions.

Pour avis, le représentant légal,

290 Déclaration de non-condamnation

Reprendre le cadre N° 204

291 Envoi à l'enregistrement

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Monsieur le Receveur Principal de l'Enregist-
rement de la Recette Principale des Impôts
de ... (adresse)

Monsieur le Receveur Principal,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins d'enregistrement, ... exemplai-
res du procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire de la société ..., ayant
décidé sa transformation en société anonyme, et accompagnés d'un chèque de ... €, cor-
respondant au montant des droits, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour le retour des
exemplaires nous revenant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Receveur Principal, l'expression de nos senti-
ments distingués.

Le président

292 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux exemplaires enregistrés du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du .../.../...,
- deux copies certifiées conformes des statuts de la société sous sa forme anonyme,

Les actes types

- deux copies également certifiées conformes du procès-verbal du conseil d'administration nommant les dirigeants,
- pour chacun des membres du conseil d'administration une copie d'un document officiel d'identité et une déclaration de non-condamnation,
- un imprimé M2,
- un exemplaire du journal ayant publié la transformation.

7.4. Le statut du gérant de SARL

7.4.1. Nomination du premier gérant

300 Décision collective de nomination du ou des premiers gérants

Les soussignés,

M. ... demeurant à ...

M. ... demeurant à ...

M. ... demeurant à ...

agissant en qualité d'associés fondateurs de la société ...

société à responsabilité limitée, en formation, au capital de ... €

dont le siège social est fixé à ...

Ont procédé à la nomination du (ou des) premier(s) gérant(s) :

M. ...

né le .././..

de nationalité ...

demeurant à ...

M. ...

né le .././..

de nationalité ...

demeurant à ...

est (sont) nommé(s) gérant(s) de la société pour une durée de ... (ou pour une durée indéterminée)

Dans ses (leurs) rapports avec les tiers de bonne foi, le (ou les) gérant(s) est (sont) investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. (s'il y a plusieurs gérants, préciser agir « ensemble ou séparément » ou « ensemble »)

Dans ses (leurs) rapports avec les associés, le (ou les) gérant(s) a (ont) tous pouvoirs pour engager la société, à l'exception des actes suivants qui nécessitent une autorisation préalable des associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire :

- Engagements financiers ou engagements ayant des conséquences financières supérieures à un montant de
- Embauche de personnel cadre, fixation de leur rémunération,
- Prise de participation dans d'autres sociétés, etc.

En rémunération de ses (leurs) fonctions et des responsabilités en découlant, le (ou les) gérant(s) recevra une somme mensuelle de ... €

MM. ... déclare(nt) accepter ces fonctions et ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance prévue par la loi.

Fait à ...

En double exemplaire,

Le .././..

Signature de tous les associés

Signature du (ou des) gérants précédée de la mention « bon pour acceptation des fonctions de gérant »

301 Décision collective de nomination du premier gérant pour une EURL

Le soussigné,

M. ...

né le .././..

de nationalité ...

demeurant à ...

agissant en qualité d'associé unique de la société ...

société à responsabilité limitée, en formation, au capital de ... €

dont le siège social est fixé à ...

déclare, conformément à l'article xx des statuts, exercer les fonctions de premier gérant de la société qu'il a décidé de constituer¹.

Il recevra, en rémunération de ses fonctions, une somme mensuelle fixée à ... € (s'il y a lieu).

Fait à ..., le ..., en double exemplaire,

1. Si le gérant est un tiers, se reporter au modèle « SARL ».

7.4.2. Changement de gérant

310 Déclaration sur l'honneur de non-condamnation

Reprendre le cadre N° 204

311 Convocation à l'assemblée générale des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Nomination d'un nouveau gérant.

312 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

313 Pouvoir à l'assemblée : reprendre le cadre N° 101

314 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de vous proposer la nomination d'un nouveau gérant (exposer les motifs du remplacement).

Nous vous proposons de nommer comme nouveau gérant M. ... (Nom et adresse), pour une durée de ... ans, à compter du .././...

(En cas de modification des statuts, il faut ajouter : « Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts sociaux ».)

315 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

316 Feuille de présence à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 105

317 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Nomination d'un nouveau gérant.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

En remplacement de M. ... (précisez les motifs du départ), l'assemblée générale décide de nommer en qualité de gérant M. ... (nom et adresse) pour une durée de ... ans, à compter du .././...

M. ... exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

En cas de modification statutaire, il faut ajouter la résolution suivante :

« En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article ... des statuts :

ARTICLE ... – GÉRANCE

La gérance de la société est assurée par : ... (Nom et adresse du gérant). Le reste de l'article est inchangé. »

318 Avis de changement de gérant à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du .../.../..., M. ... (Nom et adresse) a été nommé gérant en remplacement de M. ... (Nom et adresse) à compter du .../.../...

Si les statuts sont modifiés il faut ajouter :

« En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

(mettre l'ancienne mention des statuts et la nouvelle mention des statuts) »

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

319 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du .../.../... ;
- pour le nouveau gérant : un extrait d'acte de naissance ou une fiche d'état civil, une copie d'un document officiel d'identité, une déclaration de non-condamnation ;
- un imprimé M2 ; un exemplaire du journal ayant publié la modification ;
- deux exemplaires certifiés conformes des statuts mis à jour en cas de modification des statuts.

7.4.3. Fixation de la rémunération du gérant

321 Procès-verbal d'assemblée générale

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Fixation de la rémunération de la gérance.

UNIQUE RÉSOLUTION

L'assemblée générale décide que le gérant aura droit au remboursement sur justification de ses frais de représentation et de déplacement, et en rémunération de ses fonctions, à ...

Les actes types

Précisez les modalités de la rémunération : une somme fixe mensuelle de ...€ ; une participation de ... % sur le chiffre d'affaires, payable mensuellement et calculée sur le chiffre d'affaires du mois précédent ; une participation de ... % sur les bénéfices calculée sur le bénéfice de l'exercice écoulé tel qu'il résultera des comptes annuels approuvés par les associés, et payable annuellement après approbation des comptes.

Au cas où le gérant cesserait d'exercer ses fonctions au cours d'un exercice, sa rémunération proportionnelle sera calculée au prorata de temps écoulé entre la date d'ouverture de l'exercice et celle de l'expiration de ses fonctions.

7.5. Le financement de la SARL

7.5.1. Augmentation de capital

400 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Augmentation du capital social par incorporation de réserves (ou par souscription en numéraire) ;
- Modification corrélative des statuts.

401 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

402 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

403 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de vous proposer d'augmenter notre capital social par incorporation de sommes prélevées sur les réserves (ou par souscription en numéraire) pour les motifs suivants : ... (Exposer les motifs de l'opération).

Pour une augmentation de capital par incorporation de réserves

Nous vous proposons donc de porter le capital social de ... € à ... €, par incorporation directe d'une somme de ... € prélevée sur le compte de réserves.

Cette augmentation de capital est réalisée par création de ... parts nouvelles de ... €, attribuées gratuitement aux associés à raison de ... parts nouvelles pour ... parts anciennes (OU cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'élévation de la valeur nominale des ... parts, de ... € à ... € l'une).

Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts.

Pour une augmentation de capital par souscription en numéraire

Nous vous proposons de procéder à une augmentation du capital de ... € pour le porter ainsi de ... € à ... €, par émission avec prime de ... parts nouvelles de ... € l'une, à libérer intégralement à la souscription.

Conformément à l'article ... des statuts, les associés bénéficient d'un droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles proportionnellement au nombre de parts dont ils disposent au jour de l'augmentation du capital.

Précisez si le droit préférentiel est exercé OU si les associés y renoncent en indiquant le motif et les bénéficiaires ; dans ce cas, l'agrément du nouvel associé est à prévoir éventuellement.

Les souscripteurs ayant libéré leurs souscriptions par versement à un compte ouvert au nom de la société à la banque ... ET/OU la libération de la totalité des souscriptions pouvant être réalisée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, nous vous proposons de décider le principe de l'augmentation et de constater dans le même temps sa réalisation.

Nous garantissons, au vu d'un arrêté de compte établi ce jour, que lesdites créances sont bien certaines, liquides et exigibles et peuvent donner lieu à une souscription par compensation.

Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts sociaux.

Le gérant

404 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

405 Feuille de présence à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 105

406 Arrêté des comptes

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Arrêté des comptes

(article 166 du décret du 23 mars 1967)

Nom et adresse du créancier

Créancier d'une somme de ... €

Cette créance est liquide et exigible.

Fait à ..., le .././..

Certifié exact

Le commissaire aux comptes

Le gérant

407 Procès-verbal d'assemblée générale pour une augmentation de capital par incorporation de réserves

Reprendre le cadre N° 106

Les actes types

Complétez l'ordre du jour :

- Augmentation du capital social par incorporation de réserves,
- Modification corrélative des statuts.

PREMIÈRE RÉOLUTION

La collectivité des associés décide d'augmenter le capital social de ... € pour le porter de ... € à ... €, par voie d'incorporation d'une somme de ... € prélevée sur la réserve ... (précisez la réserve incorporée).

• Si augmentation de capital par création de parts nouvelles

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de ... parts nouvelles de ... € chacune, qui seront attribuées gratuitement aux associés à raison de ... parts nouvelles pour ... parts anciennes.

Les parts nouvelles se trouvent attribuées de la manière suivante :

À M. X ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.

À M. Y ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.

Total égal au nombre de parts nouvelles : ... parts.

La collectivité des associés déclare expressément que ces parts nouvelles ont été réparties entre les associés dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont libérées intégralement. Elle décide que les parts nouvelles qui sont soumises à toutes les dispositions statutaires sont purement et simplement assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour.

• Si augmentation de capital avec élévation du montant nominal des parts

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'élévation du montant nominal de chaque part ancienne qui se trouvera ainsi porté de ... € à ... €. La collectivité des associés déclare que les parts sociales dont le montant nominal vient d'être augmenté sont libérées intégralement et continuent d'être réparties entre les associés dans les mêmes proportions que précédemment.

DEUXIÈME RÉOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles ... et ... des statuts :

Article ... – Apports : Il a été ajouté au capital de la société, lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du ././., une somme de ... € par incorporation de réserves.

Article ... – Capital social :

Le capital social est fixé à la somme de ... (nouveau montant) €.

Il est divisé en ... (Nouveau nombre de parts) parts sociales de ... (Nouvelle valeur nominale) € l'une, numérotées de 1 à ... (Nouveau nombre de parts), libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, à savoir :

- M. X ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.
- M. Y ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.

Total égal au nombre de parts composant le capital social ... (Nouveau nombre de parts)
parts

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

408 Procès-verbal d'assemblée générale pour une augmentation de capital par souscription en numéraire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Augmentation du capital social par souscription en numéraire.
- Modification corrélative des statuts.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée générale décide de procéder à une augmentation de capital d'une somme de ... €, pour le porter de ... € à ... €, par création de ... parts nouvelles de ... € chacune, numérotées de ... à ... à libérer intégralement à la souscription. Elles sont émises au pair (OU avec prime d'émission ; le montant global des primes sera porté à un compte spécial de réserve, dit « Prime d'émission », sur lequel porteront les droits des associés propriétaires de parts tant anciennes que nouvelles et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale).

Précisez si le droit préférentiel est exercé OU si les associés y renoncent en indiquant le motif et les bénéficiaires ; dans ce cas, l'agrément du nouvel associé est à prévoir éventuellement.

Elle prend acte de la déclaration de la gérance qui reconnaît que les souscripteurs ont libéré le montant de leur souscription respective à ladite augmentation de capital, savoir :

- M. ... par versement de la somme de ... €,
- M. ... par versement de la somme de ... €

à la Banque qui en a crédité un compte « Augmentation de capital à réaliser », ouvert au nom de la société en ses livres, ainsi qu'il résulte du récépissé délivré par ladite banque :

- M. ..., la somme de ... euros qui a été virée par le débit de son compte au compte « Capital », ladite somme constituant une créance liquide et exigible sur la société, ce qui a été vérifié par la gérance.

La collectivité des associés constate en conséquence que l'augmentation de capital est définitive.

Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, sont assimilées aux parts anciennes à compter du .../.../...

DEUXIÈME RÉSOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles ... et ... des statuts :

Article ... – Apports

Il a été apporté au capital de la société une somme totale en numéraire de ... €.

Article ... – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de ... (nouveau montant) €.

Les actes types

Il est divisé en ... (Nouveau nombre de parts) parts sociales de ... (Nouvelle valeur nominale) € l'une, numérotées de 1 à ... (Nouveau nombre de parts), libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, à savoir :

- M. X ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.
- M. Y ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.
- M. Z ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.

Total égal au nombre de parts composant le capital social ... (Nouveau nombre de parts) parts

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

409 Avis d'augmentation par incorporation de réserves à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du/.., il a été décidé d'augmenter le capital d'une somme de ... €, pour le porter de ... € à ... €, par incorporation de réserves.

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de ... parts nouvelles de ... €, attribuées gratuitement aux associés à raison de ... parts nouvelles pour ... parts anciennes (OU cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'élévation de la valeur nominale des ... parts, de ... € à ... € l'une).

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

(mettre l'ancienne mention des statuts et la nouvelle mention des statuts)

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

410 Avis d'augmentation par souscription en numéraire à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du/.., il a été décidé d'augmenter le capital d'une somme de ... €, pour le porter de ... € à ... €, par souscription en numéraire, et création de ... parts nouvelles de ... €, qui ont été entièrement souscrites et intégralement libérées.

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

(mettre l'ancienne mention des statuts et la nouvelle mention des statuts).

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

411 Envoi à l'enregistrement

Reprendre le cadre N° 108

Décisions de l'assemblée générale :

Portant augmentation de capital par incorporation de sommes portées en réserves (OU par souscription en numéraire).

412 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du .././.. ;
- un imprimé M2 ;
- un exemplaire du journal ayant publié la modification.

7.5.2. Réduction de capital

430 Convocation à l'assemblée générale des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Réduction du capital social d'une somme de ... €.
- Augmentation de capital social par souscription en numéraire (si la réduction est suivie d'une augmentation de capital).
- Modification corrélative des statuts.

431 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

432 Pouvoir à l'assemblée : reprendre le cadre N° 101

433 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de vous proposer de réduire le capital social d'un montant de ... € pour les motifs suivants : ... (*Exposer les motifs de l'opération : réduction de capital pour résorber une perte...*).

Afin de reconstituer les fonds propres de la société, nous vous proposons de procéder à une augmentation du capital de ... € pour le porter ainsi de ... € à ... €, par émission au pair de ... parts nouvelles de ... € l'une, à libérer intégralement à la souscription.

Les actes types

Conformément à l'article ... des statuts, les associés bénéficient d'un droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles proportionnellement au nombre de parts dont ils disposent au jour de l'augmentation du capital.

Précisez si le droit préférentiel est exercé OU si les associés y renoncent en indiquant le motif et les bénéficiaires ; dans ce cas, l'agrément du nouvel associé est à prévoir éventuellement.

Les souscripteurs ayant libéré leurs souscriptions par versement à un compte ouvert au nom de la société à la banque ... ET/OU la libération de la totalité des souscriptions pouvant être réalisée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, nous vous proposons de décider le principe de l'augmentation et de constater dans le même temps sa réalisation.

Nous garantissons, au vu d'un arrêté de compte établi ce jour, que lesdites créances sont bien certaines, liquides et exigibles et peuvent donner lieu à une souscription par compensation.

Nous vous demanderons également de bien vouloir voter la modification corrélative des statuts sociaux.

Le gérant

434 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

435 Feuille de présence à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 105

436 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Réduction du capital social d'une somme de ... €.
- Augmentation de capital social par souscription en numéraire.
- Modification corrélative des statuts.

PREMIÈRE RÉOLUTION

Après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance (s'il y a un commissaire aux comptes, ajouter « ainsi que du rapport par lequel le commissaire aux comptes fait connaître son appréciation sur les causes et conditions de cette opération »), l'assemblée des associés décide d'amortir à concurrence de ... € la perte figurant au bilan de la société arrêté au ./../. en réduisant le capital de ...€ à ...€. Cet amortissement ne fera pas obstacle au report de la perte ainsi compensée jusqu'à l'expiration du délai prévu par l'article 209-1 du CGI.

DEUXIÈME RÉOLUTION

- ***Si la réduction du capital est réalisée par réduction du nombre de parts***

L'assemblée des associés décide que cette réduction de capital sera réalisée par voie de réduction du nombre des parts sociales, et qu'à cet effet, les ... parts de ... € chacune, représentatives du capital social avant sa réduction, seront remplacées par ...parts de ... € chacune, attribuées aux associés à raison de ... parts nouvelles pour ... parts anciennes.

Par suite, les propriétaires des ... parts anciennes recevront des parts nouvelles dans la proportion de ... parts nouvelles pour ...parts anciennes.

• **Si la réduction du capital est réalisée par diminution du nominal**

L'assemblée des associés décide de réaliser la réduction du capital par voie de diminution de ...€ de la valeur nominale de chaque part sociale qui passe de ... € à...€.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(si la réduction du capital est suivie d'une augmentation)

L'assemblée des associés décide de procéder à une augmentation de capital d'une somme de ... €, pour le porter de ... € à ... €, par création de parts nouvelles, à souscrire et libérer par versement d'espèces ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.

Précisez si le droit préférentiel est exercé OU si les associés y renoncent en indiquant le motif et les bénéficiaires ; dans ce cas, l'agrément du nouvel associé est à prévoir éventuellement.

Elle prend acte de la déclaration de la gérance qui reconnaît que les souscripteurs ont libéré le montant de leur souscription respective à ladite augmentation de capital, savoir

- M. ... par versement de la somme de ... €,
- M. ... par versement de la somme de ... €.

à la Banque qui en a crédité un compte « Augmentation de capital à réaliser », ouvert au nom de la société en ses livres, ainsi qu'il résulte du récépissé délivré par ladite banque :

- M. ..., la somme de ... euros qui a été virée par le débit de son compte au compte « Capital », ladite somme constituant une créance liquide et exigible sur la société, ce qui a été vérifié par la gérance.

La collectivité des associés constate en conséquence que l'augmentation de capital est définitive.

Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, sont assimilées aux parts anciennes à compter du .../.../...

QUATRIÈME RÉSOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée des associés décide de modifier comme suit les articles ... et ... des statuts :

Article ... – Apports

Il a été apporté au capital de la société une somme totale en numéraire de ... €.

Article ... – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de ... (nouveau montant) €.

Il est divisé en ... (Nouveau nombre de parts) parts sociales de ... (Nouvelle valeur nominale) € l'une, numérotées de 1 à ... (Nouveau nombre de parts), libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits, à savoir :

- M. X ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.
- M. Y ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.
- M. Z ... (Nom de l'associé) à concurrence de ... parts nouvelles, numérotées de ... à ... inclus.

Les actes types

Total égal au nombre de parts composant le capital social ... (Nouveau nombre de parts)
parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

437 Arrêté des comptes

Reprendre le cadre N° 406

438 Avis de réduction du capital social à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du .././., il a été décidé de réduire le capital social de ... € pour le ramener de ... € à ... €.

Aux termes de la même délibération, le capital social a été ensuite augmenté d'une somme de ... € pour être porté à ... € au moyen d'apports en numéraire (si la réduction du capital est suivie d'une augmentation).

En conséquence, les statuts ont été modifiés comme suit :

(mettre l'ancienne mention des statuts et la nouvelle mention des statuts). Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ... Le gérant

439 Envoi à l'enregistrement

Reprendre le cadre N° 108

Décisions de l'assemblée générale :

Portant réduction du capital social et/ou augmentation de capital par souscription en numéraire.

440 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du .././. ;
- un imprimé M2 ;
- un exemplaire du journal ayant publié la modification.

7.5.3. Perte de la moitié du capital social – Décision de ne pas dissoudre la société

461 Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Dissolution anticipée de la société, en application de l'article L. 223-42 du nouveau Code de commerce.

462 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

463 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

464 Rapport du gérant à l'assemblée générale extraordinaire

Société ... (Dénomination sociale)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- dissolution anticipée de la société, en application de l'article L. 223-42 du nouveau Code de commerce,
- pouvoir pour formalités.

Nous vous rappelons que les comptes du dernier exercice clos le .././.., et approuvés par l'assemblée générale ordinaire du .././.., font apparaître une perte de ...€, ce qui a eu pour effet de diminuer le montant des capitaux propres qui ressort ainsi à la somme de ...€, soit moins de la moitié du capital social s'élevant à ... €.

Or l'article L. 223-42 stipule que :

« Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions de l'article L. 223-2, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. »

Nous vous avons donc réunis pour statuer sur cette décision.

Pour les raisons suivantes, il ne nous paraît pas souhaitable de décider cette dissolution : ...

Exposez les raisons qui justifient la poursuite de l'activité : nous pensons que les mesures prises afin d'améliorer la situation financière de la société devraient voir leurs

Les actes types

effets dans les prochains mois et nous avons bon espoir de reconstituer les capitaux propres dans le délai imparti par la loi...

Aussi, nous vous proposons de ne pas dissoudre la société et soumettons à votre approbation une résolution en ce sens.

Le gérant

465 Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 104

466 Feuille de présence à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 105

467 Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- dissolution anticipée de la société, en application de l'article 223-42 du Code de commerce .

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'assemblée des associés, lecture faite du rapport du gérant, après avoir examiné la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le ../../. approuvés par l'assemblée générale ordinaire en date du ../../. et faisant apparaître des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital, décide qu'il n'y a pas lieu à dissolution anticipée de la société.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

468 Avis à faire paraître dans un journal d'annonces légales

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Les associés réunis en assemblée générale extraordinaire le ../../. ont décidé conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du Code de commerce qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de ...

Le gérant

469 Envoi au centre de formalités des entreprises

Reprendre le cadre N° 109

Les pièces à joindre sont les suivantes :

- deux copies certifiées conformes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du ../../. ;
- un imprimé M2 ;
- un exemplaire du journal ayant publié la modification.

7.6. La gestion et le contrôle de la SARL

7.6.1. Approbation des comptes annuels

500 Requête pour prorogation du délai d'assemblée

à Monsieur le Président du Tribunal de commerce de ...

Le soussigné ... (*nom, prénom usuel, adresse*) agissant en qualité de gérant de la société ..., société à responsabilité limitée au capital de ...€ dont le siège est à ..., immatriculée au registre du commerce et des sociétés de ... sous le numéro ...

À l'honneur de vous exposer :

- que la société a, conformément à ses statuts, clôturé son dernier exercice le ...
- qu'elle se trouvera dans l'impossibilité de réunir l'assemblée générale ordinaire à l'effet de statuer sur les comptes sociaux dans les six mois de cette date comme lui en font obligation les articles L. 223-26 et L. 241-5 du Code de commerce, sauf prolongation dudit délai par décision de justice ;
- qu'en effet ... (*exposer les motifs de la requête*).

C'est pourquoi le requérant conclut à ce qu'il vous plaise, Monsieur le Président, prolonger au ... le délai pendant lequel sera réunie l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Date et signature

501 Convocation à l'assemblée générale des associés d'approbation des comptes

Reprendre le cadre N° 100

Complétez l'ordre du jour :

- Examen des comptes annuels de l'exercice clos le .../.../...
- Quitus à la gérance.
- Affectation des résultats,
- Conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce,
- Questions diverses (*complétez l'ordre du jour, éventuellement* : nomination de commissaires aux comptes, renouvellement du mandat des commissaires aux comptes, révision de la rémunération de la gérance).

Autres documents :

- les comptes annuels ;
- le rapport de gestion ;
- le rapport du commissaire aux comptes.

502 Pouvoir à l'assemblée

Reprendre le cadre N° 101

503 Convocation à l'assemblée du commissaire aux comptes

Reprendre le cadre N° 102

Les actes types

504 Rapport de gestion sur les opérations de l'exercice

Société ... (Dénomination sociale)
Société à responsabilité limitée au capital de ... €
Siège social : ... RCS ...

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire conformément aux dispositions de la loi et des statuts de votre société à l'effet de vous demander d'approuver les comptes de l'exercice clos le .././...

Présentation des états financiers

Nous vous précisons tout d'abord que les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Activité de la société

Expliquer la situation de la société pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice, l'activité de recherche et de développement, les prises de participation ...

Au cours de cet exercice social, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de ... € contre ... € au titre de l'exercice précédent. Ce chiffre d'affaires est principalement constitué de ... Nos charges d'exploitation se sont élevées globalement à ... €.

Compte tenu de la structure de nos activités, les postes de charges les plus importants sont les suivants : ... En conséquence, notre résultat se solde par un bénéfice (ou une perte) de ... € contre un bénéfice (ou une perte) de ... € au titre du précédent exercice.

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant l'activité des filiales et participations de notre société.

Résultat – affectation

Au cours de cette assemblée vous aurez à approuver les comptes et à donner, s'il y a lieu, quitus de sa gestion à votre gérant.

Pour un résultat bénéficiaire

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice de ... €. Nous vous proposons d'affecter ce résultat de la manière suivante :

• Bénéfice de l'exercice : €
• Apurement des pertes antérieures : €
• 5 % à la réserve légale : €
• Réserves ordinaires : €
• Solde : €
• Auquel s'ajoute le Report à nouveau : €
• formant un bénéfice de : €
• À la réserve spéciale des plus-values à long terme : €
• À titre de dividende aux associés : €

Chaque associé recevra ainsi un dividende global de ... € donnant droit à un avoir fiscal de ... € et à un revenu à déclarer de ... €.

• Le solde au report à nouveau : €
----------------------------------	---------

Pour un résultat déficitaire

Nous vous proposons de reporter à nouveau la perte de l'exercice.

Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons :

- que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :
(Dividendes et avoirs fiscaux des 3 exercices précédents)
- ou qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois exercices précédents.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de ... €, correspondant à des dépenses non-déductibles fiscalement (article 39-4 du CGI).

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) que nous soumettons à votre approbation.

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner quitus de sa gestion à votre gérant, pour l'exercice écoulé.

Le gérant

505 *Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels*

Reprendre le cadre N° 104

506 *Feuille de présence à l'assemblée*

Reprendre le cadre N° 105

507 *Procès-verbal de l'assemblée générale d'approbation des comptes annuels*

Reprendre le cadre N° 106

Les autres documents que dépose le président :

- le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice,
- Le rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce,
- l'inventaire, le compte de résultat, le bilan et l'annexe de l'exercice écoulé,
- le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

Complétez l'ordre du jour :

- Rapport de gestion sur les comptes de l'exercice ...
- S'il y a lieu, rapport du commissaire aux comptes.
- Approbation de ces comptes et du rapport de gestion.
- Affectation des résultats de l'exercice ...
- Questions diverses.

(éventuellement : conventions visées à l'article L. 223-19 du Code de commerce, nomination de commissaires aux comptes, renouvellement du mandat des commissaires aux comptes, révision de la rémunération de la gérance.)

Les actes types

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion sur l'activité de la société (et du rapport du commissaire aux comptes, s'il y a lieu) approuve le rapport de gestion, ainsi que l'inventaire et les comptes de l'exercice 20... tels qu'ils ont été présentés par la gérance et qui font apparaître, pour ledit exercice, un résultat (bénéficiaire ou déficitaire) de ... €.

L'assemblée approuve les opérations traduites par ces comptes et accomplies par le gérant au cours de l'exercice écoulé. Elle approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à ... € et l'impôt correspondant de ... €.

En conséquence, elle donne au gérant quitus de sa gestion pour ledit exercice. Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité (ou à la majorité).

DEUXIÈME RÉOLUTION

En cas d'affectation d'un résultat bénéficiaire.

L'assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le ../../.. se montant à ... €.

- 5 % à la réserve légale soit : ... €
- Le solde s'élevant à ... € à titre de distribution aux associés.

Chaque associé recevra ainsi un dividende global de ... € donnant droit à un avoir fiscal de ... € et à un revenu à déclarer de ... €.

(D'autres variantes sont possibles.)

Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au cours des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
N - 2			
N - 1			
N			

En cas d'affectation d'un résultat déficitaire

L'assemblée générale décide d'affecter comme suit la perte de l'exercice clos le ../../.. s'élevant à ... €.

L'assemblée générale décide d'apurer la perte de l'exercice par un prélèvement sur les réserves.

OU

L'assemblée générale décide de reporter à nouveau la perte de l'exercice.

Conformément à la loi, il est rappelé que les distributions faites au cours des trois derniers exercices ont été les suivantes (*reproduire le tableau précédent*).

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité (ou est adoptée à la majorité).

TROISIÈME RÉOLUTION

L'assemblée générale approuve les opérations intervenues entre M. ... (*Nom de l'associé concerné par une convention*) et la société au cours de l'exercice écoulé, telles qu'elles résultent du rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 223-19 du nouveau Code de commerce.

Guide pratique de la SARL et de l'EURL

Cette résolution mise aux voix est adoptée, étant observé que M. ... (*Nom de l'associé concerné par une convention*) n'a pas pris part au vote.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité (ou adoptée à la majorité). L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à ... heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant (et les associés).

Le gérant

(Les associés)

508 Envoi au greffe des comptes annuels

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

Monsieur le Greffier du Tribunal de commerce
de ...

Monsieur le Greffier,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joints, aux fins de dépôt au greffe, les documents suivants en double exemplaire :

- les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) pour l'exercice clos le .././..,
- le rapport de gestion présenté à l'assemblée d'approbation des comptes dudit exercice,
- la proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée et la résolution votée,
- Le rapport général du commissaire aux comptes.

Le coût de ce dépôt est joint à la présente par chèque bancaire. Nous vous prions d'agréer ...

Nom du signataire

7.6.2. Le contrôle des conventions réglementées

530 Rapport spécial du gérant sur les conventions réglementées

Société ... (*Dénomination sociale*)

Société à responsabilité limitée au capital de ... €

Siège social : ... RCS ...

**Rapport spécial du gérant (ou du commissaire aux comptes)
sur les opérations visées par l'article L. 223-19 du Code de commerce**

Exercice clos le .././..

S'il y a des conventions « article L. 223-19 »

En application des dispositions de l'article L. 223-19 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les opérations ou conventions visées par cette loi.

Les actes types

1. Conventions conclues au cours d'un exercice

- Associé concerné : ... (Nom et prénom).
- Nature et objet : ... (exemple : cession de matériel d'occasion d'une valeur comptable de 520 000 €).
- Modalités : ... (exemple : la cession a été effectuée au prix de 480 000 € payable en 10 mensualités de 48 000 € à partir du .../.../...).

2. Conventions conclues au cours d'un exercice antérieur et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

- Associé concerné : ... (Nom et prénom).
- Nature et objet : ... (exemple : emprunt contracté auprès de ... le ...).
- Modalités : ... (exemple : intérêts au taux de 12 %, remboursement intérêts versés au cours de l'exercice : ... €).

S'il n'y a pas de convention « article L. 223-19 »

En application des dispositions des articles L. 223-19 et suivants du Code de commerce, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'aucune convention visée par cette loi n'est intervenue ou ne s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé. Nous vous demandons d'en prendre acte.

Fait à ..., le .../.../...

Le gérant

531 Procès-verbal d'assemblée générale

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Rapport, conformément aux dispositions de l'article .. des statuts du gérant (ou du commissaire aux comptes) sur une convention passée le .../.../... entre la société et M. ... associé.
- Approbation de cette convention.

PREMIÈRE RÉOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du gérant (ou du commissaire aux comptes) sur la convention intervenue le ... entre la société et M. ... associé, approuve tant les conclusions de ce rapport que la convention sur laquelle il porte.

Cette solution est adoptée par ... voix sur étant observé que M. ... n'a pas pris part au vote.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

7.6.3. Les pouvoirs du gérant

540 Procès-verbal d'assemblée générale – Autorisation de la gérance

Reprendre le cadre N° 106

Complétez l'ordre du jour :

- Autorisation à donner au gérant en vue de l'acquisition d'un fonds de commerce.

PREMIÈRE RÉOLUTION

La collectivité des associés décide, en vue des besoins de l'exploitation sociale, l'acquisition d'un fonds de commerce sis à ... moyennant le prix de ... €.

DEUXIÈME RÉOLUTION

La collectivité des associés donne tous pouvoirs à M... gérant, en vue de signer, au nom et pour le compte de la société, l'acte qui constatera la cession du fonds de commerce dont l'acquisition est décidée sous la première résolution, et, d'une manière générale, pour arrêter toutes conditions dudit acte, souscrire toutes déclarations, faire tout ce qui sera nécessaire à la bonne réalisation de cette opération.